



SOMMAIRE

Page

Point 27 de l'ordre du jour :

Question de Namibie (*suite*) :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

- b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ... 1957

Président : M. Rüdiger von WECHMAR
(République fédérale d'Allemagne).

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Namibie (*suite*) :

- a) **Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;**
- b) **Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie**

1. M. SASTROHANDOYO (Indonésie) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, comme lors de la première partie de cette session de l'Assemblée générale, ma délégation s'attend que vous nous guidiez avec compétence pendant cette reprise au cours de laquelle la question de Namibie est examinée. Ma délégation voudrait également saisir cette occasion pour remercier vivement M. Lusaka, président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, pour l'excellent travail qu'il a effectué en dirigeant les activités du Conseil au cours de l'année qui vient de s'écouler. En tant que membre du Conseil, l'Indonésie est fière des efforts que cet organe a constamment déployés en s'acquittant de son mandat, qui consiste à soutenir le peuple de la Namibie et son seul représentant authentique, la South West Africa People's Organization [SWAPO], dans leur lutte pour réaliser l'autodétermination, la liberté et l'indépendance nationale dans une Namibie unie.

2. Nous avons ajourné notre examen de la question présentement à l'étude, examen qui devrait avoir lieu au cours de l'automne dernier, parce que nous étions alors optimistes; nous croyions que la réunion préalable à la mise en œuvre du plan de règlement qui devait se tenir à Genève sur l'initiative du Secrétaire général aboutirait à l'indépendance de la Namibie, que nous recherchions tous. Cependant, les espoirs de la communauté internationale ainsi que la bonne volonté de la SWAPO, qui

était prête à signer un accord de cessez-le-feu, ont été anéantis par l'attitude de l'Afrique du Sud qui a provoqué l'échec de la réunion. Il est évident que l'Afrique du Sud a délibérément fait échouer ces conversations afin de maintenir son contrôle sur le territoire namibien. Ses exigences en ce qui concerne l'« impartialité » dans les élections qui doivent avoir lieu sont absurdes, étant donné que, si elles étaient acceptées, ce seraient les fonctionnaires sud-africains qui dirigeraient les élections préconisées par les résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité sous la surveillance d'un groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition [GANUPT]. L'Afrique du Sud a donné la preuve qu'elle n'était pas disposée à rechercher une solution pacifique lorsque l'Administrateur général sud-africain de la Namibie a déclaré qu'il était prématuré pour l'Afrique du Sud de coopérer à l'élaboration d'un plan préalable de mise en application.

3. Il est tout à fait évident que la communauté internationale et la SWAPO ont fait preuve de beaucoup de patience et de raison dans la recherche d'une solution pacifique au problème namibien. Cependant, nous ne pouvons tolérer davantage les attermoissements de l'Afrique du Sud car l'intransigeance de Pretoria a eu pour résultat non seulement de conduire à l'impasse la recherche d'une solution de la question, mais, plus tragique encore, de permettre à ce régime de perpétuer son occupation illégale.

4. En plus de la domination coloniale persistante de l'Afrique du Sud, le régime de Pretoria exploite également les ressources naturelles de la Namibie, sans tenir compte des facteurs écologiques et contrairement aux diverses résolutions des Nations Unies ainsi qu'au décret n° 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie [A/35/24, vol. I, annexe II], publié par le Conseil de la Namibie en 1974 et approuvé par l'Assemblée générale. L'exploitation porte non seulement sur les ressources terrestres, mais également sur les ressources marines et halieutiques de la Namibie, et ce à un moment où le droit international s'apprête à reconnaître la limite de 200 milles pour la zone économique. Cela non seulement représente un défi direct à la communauté internationale, mais porte aussi préjudice au bien-être économique actuel et futur du peuple namibien.

5. Si l'on permet à cette exploitation de se poursuivre, la Namibie pourrait bien s'engager sur la voie de l'indépendance avec une économie affaiblie. Par conséquent, la communauté internationale se doit d'agir immédiatement pour mettre fin à cette exploitation illégale et pour sauvegarder le patrimoine économique de la Namibie pour son propre peuple. Cela est particulièrement vrai pour ce qui est des ressources namibiennes d'uranium

puisque'il s'agit non seulement d'une question économique, les ressources naturelles ne pouvant être exploitées légitimement que par le peuple namibien, mais également d'une question concernant la paix et la sécurité du monde.

6. Le Conseil a présenté d'excellentes informations sur le rôle joué par les sociétés transnationales, qui aident le régime de Pretoria dans son exploitation illicite des ressources de la Namibie et qui coopèrent au renforcement de ce régime dans les domaines militaire et nucléaire. Dans de nombreux cas, ces sociétés ont acquis à l'origine leurs connaissances en matière de technologie nucléaire à la suite de travaux de recherche et de développement souvent financés par leurs gouvernements. Ayant ainsi créé les conditions dans lesquelles ces sociétés peuvent exercer avec profit leurs activités en Afrique du Sud, dans le domaine de la technique nucléaire, aucun gouvernement ne saurait prétendre qu'il ignore la nature de ces activités. Ma délégation estime qu'en contrôlant les agissements de ces sociétés les gouvernements intéressés contribueront beaucoup à mettre fin à l'exploitation de la Namibie et au développement nucléaire de l'Afrique du Sud et accéléreront l'accession de la Namibie à l'indépendance, car le soutien que ces sociétés apportent à Pretoria sape directement ou indirectement le mouvement de libération namibien.

7. Ma délégation constate avec plaisir que les auditions qui ont eu lieu l'année dernière concernant l'uranium namibien ont attiré l'attention sur l'exploitation économique et sur la menace militaire qui pèse sur la paix internationale. Cette menace est due aux dangers de prolifération nucléaire résultant de la vente par l'Afrique du Sud d'uranium namibien et de la mise au point par l'Afrique du Sud d'une capacité nucléaire. Cette capacité existe déjà, selon certaines sources qui ont fait état d'une explosion nucléaire effectuée par Pretoria. Dans cette optique, ma délégation soutient l'opinion exprimée dans le rapport du Comité des auditions sur l'uranium namibien [*ibid.*, vol. III], selon laquelle le Conseil de sécurité doit s'occuper de cette question et prendre les mesures qui s'imposent.

8. Une menace militaire croissante existe déjà, et je me réfère à l'envoi de 75 000 à 100 000 hommes de troupe sud-africains en Namibie. Ces forces non seulement oppriment le peuple namibien mais se livrent aussi à des agressions contre les voisins de la Namibie, ce qui détériore encore la situation déjà grave qui règne dans la région.

9. Pour aider le peuple namibien dans sa lutte pour l'indépendance, il importe de susciter une prise de conscience accrue parmi les peuples du monde pour créer une opinion publique puissante et favorable à la cause namibienne. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie peut participer à cet effort en continuant à informer le monde des derniers événements survenus en Namibie et à attirer l'attention du public sur cette question. A cet égard, les visites des missions spéciales du Conseil dans divers Etats ainsi que les réunions internationales ont joué un rôle important pour polariser la communauté internationale sur la question namibienne, comme ce fut le cas de la Conférence internationale de

solidarité avec le peuple namibien en lutte qui s'est tenue à Paris du 11 au 13 septembre 1980.

10. Mais ces activités à elles seules ne sont pas suffisantes. Nous devons nous efforcer de donner suite aux conclusions de ces missions et de ces réunions et de réaliser leurs objectifs; et, à ce propos, la Déclaration et le Programme d'action d'Alger concernant la Namibie [*ibid.*, vol. I, par. 91] constituent un plan d'application très utile auquel nous devons tous souscrire.

11. L'Indonésie s'intéresse particulièrement à cette question, comme en témoigne la participation de mon pays aux diverses activités internationales menées par le Conseil pour l'indépendance de la Namibie. Avec la communauté internationale, nous avons recherché une solution rapide et pacifique, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, mais nous nous sommes rendu compte que ces efforts étaient vains.

12. Etant donné qu'il n'a pas été possible de parvenir à un règlement lors de la réunion de Genève, il est indispensable de s'engager dans une nouvelle voie. Ma délégation attend une nouvelle initiative de la part du Conseil de sécurité, mais l'importance de la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale se fait de plus en plus évidente, si l'on tient compte de l'échec des conversations de Genève. C'est pourquoi le Ministre des affaires étrangères de notre pays a déclaré, lors de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à New Delhi du 9 au 13 février dernier, que, étant donné l'échec de la réunion de Genève, « il était par conséquent devenu nécessaire de convoquer aussitôt que possible une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour examiner les mesures qui s'imposent ».

13. M. GBEHO (Ghana) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous exprimer le plaisir que ma délégation éprouve à vous voir présider cette reprise de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale. Les louanges justifiées et le respect que vous vous êtes acquis pour la façon remarquable dont vous avez dirigé la première partie de la session et la courte session qui s'est tenue en janvier renforcent notre espoir de voir nos délibérations sur la difficile question de Namibie couronnées de succès. Dans l'accomplissement de cette tâche, monsieur le Président, vous pouvez compter sur le plein appui et la coopération de la délégation ghanéenne.

14. Il n'aurait pas dû être nécessaire d'avoir aujourd'hui un débat sur la Namibie. Mais l'on se souviendra que, lors de la trente-cinquième session, il a été décidé collectivement de renvoyer la discussion de la question de Namibie afin de poursuivre ce que l'on avait considéré alors comme un rayon d'espoir dans les efforts destinés à résoudre le problème de Namibie. Le débat d'aujourd'hui est la triste histoire de la poursuite de cet espoir.

15. Lorsque le Secrétaire général a publié son rapport du 24 novembre 1980¹, la délégation ghanéenne et, je

¹ Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-cinquième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1980, document S/14266.

pense, plusieurs autres délégations, ont appuyé l'initiative tendant à ce que l'Assemblée générale renvoie à plus tard le débat sur la Namibie parce que nous estimions qu'il existait dans ce rapport certains éléments positifs que la réunion de Genève envisagée pourrait examiner en vue d'assurer l'autodétermination en Namibie grâce à des élections justes et libres, sous les auspices des Nations Unies. Bref, la délégation ghanéenne estimait, compte tenu des conclusions du rapport du Secrétaire général, qu'il y avait une chance de mettre en train un processus devant mener à la signature d'un accord de cessez-le-feu et devant permettre aux opérations du GANUPT de commencer, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

16. Malheureusement, les espoirs de la communauté internationale ont été vains. Il s'est avéré à Genève que Pretoria, comme à l'accoutumée, avait manqué de franchise envers le Secrétaire général et montré au monde entier qu'il ne s'intéressait pas aux opérations envisagées du GANUPT. En réalité, les représentants de Pretoria s'étaient rendus à Genève pour gagner du temps. En fait, sous prétexte d'être prête à négocier, la délégation sud-africaine a saisi cette occasion pour faire les déclarations les plus répréhensibles contre pratiquement toutes les parties à la réunion. Il n'a fait aucun doute alors que l'accord en vue de tenir une réunion à Genève n'était qu'un stratagème destiné à perpétuer l'occupation illégale du Territoire et à décevoir les aspirations légitimes du peuple namibien. Nous sommes arrivés à la conclusion douloureuse que l'échec de la réunion de Genève, comme tous l'ont reconnu, est la responsabilité directe de l'Afrique du Sud. Cet événement apporte une nouvelle preuve du mépris que Pretoria éprouve à l'égard des Nations Unies.

17. Aussi décevants que soient les résultats de la réunion de Genève, la délégation ghanéenne estime qu'ils ont prouvé que l'impartialité des Nations Unies n'était pas, après tout, la question la plus importante pour l'Afrique du Sud. La réunion a donc été utile puisqu'elle a permis de dénoncer les intentions véritables de ce gouvernement. L'impolitesse et le manque de franchise de la délégation sud-africaine ont contrasté de façon marquée avec l'attitude de coopération de la délégation de la SWAPO. A notre avis, si la communauté internationale éprouvait encore des doutes quant à notre méfiance à l'égard du régime raciste, ces doutes devraient maintenant être éliminés, et il faut appuyer les Nations Unies dans leurs efforts finals en vue de rétablir la légalité et l'indépendance de la Namibie.

18. Lorsque l'Afrique a demandé que l'Assemblée générale se réunisse à nouveau, c'était pour faire le point de la situation concernant la Namibie compte tenu du rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, dont l'Assemblée est saisie [A/35/24 et Corr.1 et 2], ainsi que de l'expérience acquise à Genève.

19. Les Nations Unies sont saisies de la question de Namibie depuis bien plus de 30 ans; les efforts répétés pour résoudre ce problème par de nombreuses décisions des Nations Unies ont été constamment déjoués par Pretoria; de même, la décision pertinente de la Cour inter-

nationale de Justice² a été méconnue par l'Afrique du Sud. Et pourtant, l'Assemblée reste divisée quant aux mesures à prendre pour restaurer la légalité en Namibie et pour octroyer l'indépendance au peuple de Namibie.

20. A notre avis, la solution la plus rapide et la plus efficace serait de nous unir dans notre volonté de demander à l'Afrique du Sud de respecter la décision d'organiser sans autre délai en Namibie des élections justes et libres, sous la supervision des Nations Unies. Il existe dans cette assemblée des membres influents qui sont capables d'exercer des pressions sur l'Afrique du Sud, et nous leur demandons d'user de leur influence politique pour obtenir de l'Afrique du Sud qu'elle donne effet à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

21. Ce n'est un secret pour personne que l'attitude énergique adoptée récemment par l'Afrique du Sud contre un règlement du problème namibien par les Nations Unies est le résultat direct d'espoirs renouvelés de recevoir l'appui de certains pays occidentaux. Nous pensons que ces espoirs sont erronés et, si nous ne voulons pas revenir en arrière, il est important et nécessaire de les étouffer immédiatement. En discutant des prochaines mesures de l'Assemblée pour restaurer la légalité en Namibie, nous espérons que nos partenaires feront état sans équivoque de leur position à l'Afrique du Sud.

22. Plusieurs délégations nous ont souvent rappelé ici combien il était important de respecter la légalité lorsqu'il s'agissait de l'Afrique du Sud. La légalité n'est pas un principe que l'on ne doit suivre qu'en matière de procédure. Elle devrait également s'appliquer aux questions importantes touchant la Namibie. L'illégalité de l'occupation de ce territoire par l'Afrique du Sud a été établie au-delà de tout doute et nous devons nous unir dans notre volonté de libérer le Territoire de tous les pièges de l'illégalité.

23. Je passe maintenant au rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie dont l'Assemblée est saisie. Comme les années précédentes, le rapport souligne une fois de plus la grave menace que pose pour la paix et la sécurité internationales l'occupation illégale continue de la Namibie par Pretoria. Plus précisément, il attire l'attention sur plusieurs événements dangereux intervenus dans le Territoire et sur leur répercussion dans les Etats africains voisins, à savoir la nomination unilatérale par Pretoria d'un administrateur général pour la Namibie, l'établissement unilatéral de listes électorales dans le Territoire, la série d'agressions non provoquées contre l'Angola et la Zambie et les mesures de répression intensifiées prises à l'encontre de la SWAPO dans le but de l'éliminer en tant que mouvement de libération. Bref, les paragraphes 10 à 16 du volume I placent la situation en Namibie dans la bonne perspective et devraient aider l'Assemblée à prendre la décision appropriée à la fin du débat actuel.

² *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, Avis consultatif, C. I. J. Recueil 1971, p. 16.*

24. La délégation ghanéenne appuie les recommandations du Conseil et votera de façon positive sur les projets de résolution A à J que le rapport contient parce que les objectifs généraux de ces textes sont conformes à la position du Ghana en ce qui concerne la question de Namibie, et en ce qui concerne plus particulièrement la nécessité urgente de résoudre la question de l'autodétermination du peuple de ce territoire, l'illégalité de la présence continue de Pretoria en Namibie, le rôle directeur de la SWAPO et l'intensification et la coordination de l'action de la communauté internationale en vue de mettre fin à la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie.

25. A ces fins, l'Assemblée générale devrait être prête à adopter des mesures plus vigoureuses que par le passé. Nous sommes arrivés à cette conclusion parce que toutes les mesures précédentes n'ont pas abouti, même lorsque la communauté internationale a fait preuve de la plus grande modération envers l'Afrique du Sud afin de donner aux initiatives diplomatiques une chance de réussir. Malheureusement, l'Afrique du Sud a abusé de cette modération et elle doit maintenant subir toute la rigueur des dispositions de la Charte. Nous sommes donc d'avis que l'Assemblée devrait terminer le débat actuel en recommandant sans équivoque au Conseil de sécurité d'imposer des sanctions globales obligatoires à l'encontre du régime raciste de façon à mettre fin rapidement à l'occupation illégale de la Namibie.

26. Avant de terminer, je voudrais, au nom de la délégation ghanéenne et en mon nom propre, rendre un hommage mérité au Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, M. Lusaka, de la Zambie, ainsi qu'aux membres du Conseil qui ont déployé des efforts inlassables pour trouver une solution au problème de Namibie. Dans le même esprit, je souhaite remercier le Secrétaire général et ses collaborateurs énergiques qui ont fait preuve d'un dévouement certain dans les efforts qu'ils mettent au service de la communauté internationale au cours des négociations délicates sur la question de Namibie. Je voudrais dire notre admiration pour le calme exceptionnel et la maturité politique dont ils ont fait preuve face à des circonstances des plus délicates.

27. Le Ghana a toujours appuyé et continuera d'appuyer la SWAPO dans sa lutte de libération. Et nous sommes très heureux de constater que notre appui à ce mouvement de libération s'est vu amplement justifié à la réunion de Genève. Aussi tenons-nous à redire que cet appui loyal à la SWAPO et à ses dirigeants dans la phase cruciale de sa lutte pour réaliser les aspirations légitimes du peuple de la Namibie se poursuivra.

28. M. SLIM (Tunisie) : A cette reprise de la trente-cinquième session, nous examinons enfin le point 27 de l'ordre du jour relatif à la question de Namibie. Des mois se sont écoulés depuis la date à laquelle ce point devait être discuté, des mois que nous avons voulu mettre à profit et au cours desquels des efforts acharnés ont été déployés pour parvenir à une solution pacifique du problème, conformément au plan des Nations Unies et à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Un long processus de tractations et de négociations a eu lieu qui

autorisait tous les espoirs et dont l'ultime étape était la réunion de Genève du mois de janvier.

29. En allant à Genève, les pays de première ligne et la SWAPO — et derrière eux tous les Africains — étaient guidés par les seuls principes de liberté et de justice, imbus des seules vertus de la négociation et du dialogue et animés de la seule volonté de rétablir le droit et la paix. Ils ont fait preuve d'une grande maturité politique et d'un sens aigu de leurs responsabilités tout au long des négociations; ils ont fait montre d'une modération et d'une souplesse qui leur font honneur, traduisant ainsi leur désir sincère de tout faire pour éviter l'effusion de sang, épargner au peuple frère namibien le lot quotidien de mort, de désolation et de destruction. La SWAPO a clairement démontré qu'elle était prête à signer immédiatement un cessez-le-feu et à appliquer loyalement le plan des Nations Unies afin d'atteindre l'indépendance dans une atmosphère de paix et de liberté. En un mot, les Africains ont évité toute exclusive à Genève et ont pu surmonter leur scepticisme légitime engendré par la nature et les desseins du régime de Pretoria.

30. Qu'en est-il à présent de tous ces efforts et de toutes ces bonnes volontés ? Notre profonde déception aujourd'hui n'a d'égale que la gravité de l'échec et ses lourdes conséquences sur le sort de l'homme namibien et sur la paix dans cette région de l'Afrique. Car, tout d'abord, une question s'impose : le plan de règlement des Nations Unies a-t-il une chance d'être appliqué cette année et la Namibie connaîtra-t-elle l'indépendance avant la fin de 1981 comme le dispose la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité ?

31. En effet, il est de plus en plus difficile de continuer à vouloir faire semblant de croire que le gouvernement de Pretoria est disposé à opérer un changement sincère. Les résultats de la réunion de Genève et les événements des derniers jours ont révélé les intentions réelles de ce gouvernement. Ils constituent une confirmation nouvelle qui se veut définitive du fait accompli et de la domination; ils rappellent à ceux d'entre nous qui voulaient croire contre tout espoir qu'il est vain de continuer à se bercer d'illusions; ils s'inscrivent dans un contexte précis, dans une logique implacable parce qu'inhérente à la vision de l'agresseur et au système même de l'*apartheid*. Le dernier rapport complémentaire sur l'application des résolutions 435 (1978) et 439 (1978) que le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité le 9 janvier 1981 [S/14333¹] ne souffre aucune ambiguïté à ce sujet. Cependant, il y a une chose dont la Tunisie n'a jamais douté : la victoire inéluctable du peuple frère de Namibie. L'homme africain n'a point démérité de l'histoire; on ne comprendrait pas pourquoi l'Afrique resterait le seul continent où persiste la domination et où sévit l'*apartheid*.

32. Une deuxième série de renseignements est tirée d'une lecture approfondie du rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. A ce propos, je tiens à saluer tous les membres du Conseil et son président,

¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-sixième année, Supplément de janvier, février et mars 1981*.

mon ami M. P. Lusaka, de la Zambie; ils méritent notre estime, notre reconnaissance et notre appui pour la manière compétente, habile et efficace dont ils ont conçu et mis en œuvre les décisions et les programmes du Conseil dans l'exercice de son mandat. Je tiens également à rendre hommage au Secrétaire général pour les démarches pressantes et les efforts résolus qu'il n'a cessé de faire tout au long de ces dernières années dans la recherche d'un règlement pacifique conforme aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. De même, la délégation tunisienne a eu l'occasion d'apprécier hautement les efforts inlassables du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, M. Ahtisaari, et son dévouement exemplaire à la préparation et à la mise en œuvre du Programme d'édification de la nation namibienne.

33. Depuis sa création, en 1967, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a joué un rôle des plus importants dans la sensibilisation de l'opinion publique et a contribué à accroître l'appui international à la cause du peuple namibien dans la juste lutte qu'il mène pour l'indépendance sous la direction de la SWAPO, son seul représentant authentique. Les activités du Conseil ont comporté des campagnes publiques d'information et l'élaboration de divers programmes d'assistance visant à promouvoir le bien-être économique et social du peuple namibien. C'est pourquoi nous devons lui apporter notre soutien et appuyer largement toutes ses activités car il constitue non seulement l'autorité administrante légale du territoire, mais aussi l'organisme le plus efficace pour mettre fin à la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie.

34. Dans le rapport du Conseil, deux éléments essentiels retiennent particulièrement notre attention.

35. Premièrement, la Déclaration et le Programme d'action d'Alger concernant la Namibie, adoptés par le Conseil le 1^{er} juin 1980, qui éclairent la communauté internationale sur la nature des problèmes en jeu en Namibie et qui indiquent nettement le choix entre un conflit qui risque chaque jour de s'intensifier avec des conséquences désastreuses et le transfert rapide du pouvoir au peuple de Namibie sur la base d'élections libres et équitables placées sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies.

36. Deuxièmement, les conséquences désastreuses pour la Namibie de l'exploitation effrénée et impitoyable des ressources naturelles du Territoire par des intérêts économiques étrangers opérant en collusion avec les autorités de Pretoria. Voilà qui nous éclaire sur les forces qui soutiennent l'Afrique du Sud dans son arrogance et son défi constant aux décisions des Nations Unies. Ce sont les sociétés transnationales, dont l'appétit considérable pour le profit est le seul critère guidant leur comportement sur le Territoire de la Namibie, qu'elles considèrent comme un terrain de chasse libre pour l'acquisition de bénéfices. Par leurs investissements, ces intérêts économiques étrangers contribuent, dans une large mesure, au maintien et au renforcement du régime de Pretoria; en même temps, ils constituent un obstacle majeur à la réalisation des aspirations légitimes du peuple namibien et auront nécessairement des conséquences

graves sur la croissance et le développement économique de la Namibie une fois indépendante.

37. L'objet de ce débat n'est point de plaider l'indépendance de la Namibie; ce stade est résolument dépassé. Le peuple namibien a assez lutté pour mériter cette indépendance, et s'il lutte toujours, au-delà de la reconnaissance de ce principe qu'il a imposé et que nul ne conteste aujourd'hui, c'est pour un objectif méritoire que nous retiendrons à son honneur dans l'histoire de la décolonisation : c'est la lutte contre l'assujettissement et la déshumanisation et c'est la lutte contre le temps, le temps que l'Afrique du Sud veut gagner par ses manœuvres dilatoires pour perpétuer sa politique systématique d'agression et d'exploitation, et le temps que nous voulons gagner pour la cause de la paix et le bonheur de l'humanité.

38. Pour sa part, l'Afrique ne peut être accusée de préférer la solution de la violence aux solutions pacifiques; elle en a administré la preuve à maintes reprises et dans plusieurs occasions historiques. Cependant, elle fait aussi la distinction entre, d'une part, la recherche d'une solution pacifique qui doit révéler dès le départ une volonté de changement en déclenchant une dynamique visant ce changement et, d'autre part, l'obstruction et l'immobilisme.

39. Mais que faire devant les affronts infligés par l'Afrique du Sud, ses sombres machinations et ses attermoissements, et au moment où l'adhésion des puissances occidentales s'est muée en réserve et s'est figée dans l'abstention lorsqu'il faut entreprendre une action positive quelconque ? Ces puissances ne comprennent-elles pas que les faux-fuyants et les dérobades ne sont plus de mise ?

40. Nous ne voulons pas céder au pessimisme et aux sentiments latents de désespoir, et nous osons encore croire que le chemin de la paix n'est pas définitivement bloqué. Car notre crainte est de voir les traditions de tension et de violence changer le contenu et la signification de notre éthique et de notre civilisation. Une nouvelle approche positive et réaliste s'impose plus que jamais. Mais cette action dépendra en grande partie de notre capacité à éviter les équivoques et les malentendus et à situer nos efforts dans le cadre précis des principes et des objectifs définis, depuis longtemps déjà, par la communauté internationale. Notre réussite dépendra également de la volonté politique que certains Etats Membres auront manifestée pour dépasser les contingences de l'heure, les arguties juridiques, les conjonctures politiques et les considérations mercantiles ou stratégiques.

41. Si notre organisation, seule détentrice de l'autorité légale sur la Namibie jusqu'à l'indépendance, ne peut — au risque de voir son prestige et sa crédibilité sérieusement atteints — relever le dernier défi de Pretoria, aucun progrès décisif ne pourra être accompli, ni en Afrique australe, ni ailleurs.

42. J'aimerais saisir cette occasion pour apporter à la SWAPO, représentant authentique et seul interlocuteur valable de la Namibie, l'expression du soutien total et entier de mon gouvernement, ainsi que la solidarité agis-

sante de tout le peuple tunisien. Nous sommes convaincus que les sacrifices du peuple namibien n'auront pas été consentis en vain. Grâce à la détermination et à la sagesse de la SWAPO, la Namibie connaîtra bientôt la liberté et l'indépendance.

43. Nous proposons de répondre à la violation du droit, à la domination et à la violence raciste par l'action légitime que préconisent les dispositions coercitives de la Charte. En effet, nous sommes d'avis que seules des sanctions globales et obligatoires, conformément au Chapitre VII, pourront amener l'Afrique du Sud à appliquer les résolutions et les décisions des Nations Unies.

44. Notre objectif ultime est de tourner définitivement la page de la décolonisation.

45. M. SHEDOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) [*interprétation du russe*] : Les événements qui se déroulent en Afrique australe, et notamment en Namibie, montrent nettement que les processus objectifs du développement historique sont en train de se confirmer et de prendre une allure irréversible. Comme le Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, Leonid Ilitch Brejnev l'a récemment souligné dans son rapport au XXVI^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, dans les années 70, la liquidation des empires coloniaux a en fait pris fin.

46. C'est au cours de la dernière décennie que, sur la carte du continent africain, nous avons vu apparaître toute une série de jeunes Etats qui se sont engagés dans la voie de l'indépendance et du progrès social. La victoire des forces patriotiques du Zimbabwe a vu la famille des Etats africains indépendants s'accroître d'un nouveau membre, son 50^e membre, la République du Zimbabwe. La lutte sans cesse grandissante pour la libération en Namibie et en Afrique du Sud elle-même montre nettement que le colonialisme sous sa forme « classique », pourrait-on dire, est condamné et que ses jours sont comptés.

47. Les Etats africains indépendants et les mouvements de libération nationale en Afrique australe mènent une lutte difficile contre l'impérialisme et doivent procéder à l'élimination des vestiges du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid*. Les impérialistes s'efforcent par tous les moyens de faire obstacle au mouvement des peuples africains pour la libération, l'indépendance et le progrès social et ils essaient de les maintenir dans les chaînes du néocolonialisme pour mieux disposer de leurs ressources naturelles et pour utiliser leurs territoires à des fins stratégiques.

48. Le régime colonialiste et raciste de l'Afrique du Sud, encouragé et appuyé par les principaux membres occidentaux de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN], s'efforce systématiquement de perpétuer son occupation illégale de la Namibie pour empêcher le peuple de ce pays d'accéder à l'autodétermination et à l'indépendance et pour renforcer le régime de fantoches néocolonialiste qu'ils ont installé dans ce pays. Les racistes sud-africains maintiennent et renforcent les con-

ditions de terreur et d'oppression en Namibie, en particulier contre les membres de la SWAPO, et ils se sont engagés sur la voie d'une militarisation croissante du pays, de l'annexion de différentes parties, de l'exploitation rapace de ses ressources démographiques et naturelles. Ces agissements du gouvernement de Pretoria qui ont déjà été dénoncés par le représentant de la SWAPO à la 103^e séance sont encore la preuve que l'Afrique du Sud persiste à ignorer ouvertement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et qu'elle se refuse cyniquement à mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies sur la Namibie. Ces agissements montrent l'hypocrisie flagrante des chefs des racistes sud-africains qui, d'un côté, se déclarent prêts à s'engager dans la voie d'un règlement politique en Namibie, mais qui, d'un autre côté, engagent des négociations interminables sur ce règlement, qu'ils font traîner en vue de gagner du temps et de renforcer en Namibie leur régime fantoche néocolonialiste que Pretoria a installé.

49. Dans la Déclaration de la Conférence internationale de solidarité avec le peuple namibien en lutte, qui a été publiée en tant que document officiel des Nations Unies, on note :

« Le régime raciste d'Afrique du Sud a recouru à des actes désespérés et à de ténébreuses machinations pour continuer son occupation illégale de la Namibie, consolider sa domination illégitime sur la grande majorité du peuple sud-africain et renverser la marche vers la liberté en Afrique. » [*Voir A/35/539-S/14220.*]

50. Le régime de Pretoria est armé jusqu'aux dents et il s'efforce d'acquérir la capacité nucléaire, en collaboration ou avec la participation des principales puissances occidentales et de leurs sociétés transnationales afin d'intimider les gouvernements et les peuples de la région en ayant recours au chantage.

51. A la suite de l'échec total des pourparlers de Genève, dont les racistes sud-africains, appuyés par leurs protecteurs occidentaux, sont responsables, le sens réel des manœuvres du régime de Pretoria se fait plus clair, de même que son refus hautain de se conformer aux décisions des Nations Unies sur la Namibie pour résoudre le problème de Namibie par la négociation.

52. Toutes les manœuvres politiques du régime raciste de l'Afrique du Sud ont été condamnées à maintes reprises par les Nations Unies, par le mouvement des pays non alignés, par l'Organisation de l'unité africaine [OUA] et par toutes les forces progressistes de la communauté internationale. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi, a condamné énergiquement le régime de Pretoria, qui se refuse obstinément à quitter le Territoire de la Namibie qu'il occupe illégalement et qui a délibérément fait échouer les pourparlers de Genève. La Conférence a demandé au Conseil de sécurité, en tant que mesure urgente, d'imposer contre l'Afrique du Sud des sanctions économiques obligatoires, conformément au Chapitre VII de la Charte. Les participants à la Conférence ont aussi recommandé, au cas où le Conseil de sécurité ne serait pas en mesure d'appliquer ces sanc-

tions, la convocation d'une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale en vue d'examiner à nouveau la question de Namibie et de prendre les mesures qui s'imposent, conformément à la Charte des Nations Unies.

53. Le régime de Pretoria continue d'utiliser le Territoire de la Namibie, qu'il occupe illégalement, en tant que place d'armes pour mettre en œuvre sa politique systématique d'agression contre les pays africains voisins, notamment contre l'Angola et la Zambie.

54. Evidemment, le régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud n'aurait pu continuer à prendre ses mesures de répression contre la population autochtone africaine, ni poursuivre son occupation illégale de la Namibie, son agression contre les Etats africains souverains, sans l'aide et le soutien constants qu'il reçoit des grandes puissances occidentales et de leurs sociétés transnationales. En fait, les investissements étrangers en Afrique du Sud, à la fin de 1978, s'élevaient à 27 milliards de dollars. Les banques étrangères, dans la seule période 1972-1978, ont fourni au régime de Pretoria des prêts dont le montant s'élève à 5,5 milliards de dollars. Comme il ressort des documents des Nations Unies :

« Les exportations étrangères à destination de l'Afrique du Sud ont augmenté au total de 13 % au cours des trois premiers trimestres de 1979. Les Etats-Unis, qui représentent 19 % du total des échanges bilatéraux de l'Afrique du Sud, sont le plus gros partenaire commercial de l'Afrique du Sud, suivis par le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne. » [A/35/22/Add.1, par. 92.]

A ce propos, il y a lieu de se référer à la Déclaration d'Alger concernant la Namibie adoptée par le Conseil, dans laquelle il est dit notamment :

« Le Conseil déplore également dans les termes les plus énergiques le fait que ces Etats — à savoir les collaborateurs occidentaux de l'Afrique du Sud — « ont continué à collaborer avec le régime raciste, ce qui le conforte dans son défi à l'Organisation des Nations Unies. Cette collaboration se poursuit en dépit même du mépris continu dans lequel l'Afrique du Sud tient le plan de règlement proposé initialement par les puissances occidentales elles-mêmes et accepté par la communauté internationale. » [Voir A/35/24, vol. I, par. 91.]

55. La coopération des puissances impérialistes avec le régime colonial raciste de Pretoria, comme on le sait, s'explique par l'avidité de ces pays et de leurs sociétés transnationales qui veulent en effet participer à l'exploitation et au pillage des riches ressources naturelles de la Namibie et obtenir des superprofits au moyen de cette exploitation féroce et purement coloniale des autochtones. Les diamants, l'or, les métaux ferreux et particulièrement l'uranium attirent les monopoles capitalistes en Namibie. Les sociétés transnationales sud-africaines, anglaises, américaines et les monopoles d'autres pays occidentaux continuent leurs agissements dans ce pays qui a tellement souffert. Les sociétés transnationales sud-africaines et occidentales jouent un rôle prépondérant dans l'industrie minière qui est la base de l'économie namibienne. Les géants capitalistes tels que la Consolidated Diamond Mines of South West Africa, Ltd.,

qui possède le monopole d'exploitation des diamants en Namibie; la société Tsumeb, qui dispose de 90 % de la production de métaux de base du Territoire; la Rio Tinto Zinc Corporation, Ltd., qui monopolise l'extraction de l'uranium namibien, ainsi que de nombreux autres monopoles participent au pillage des ressources naturelles de la Namibie. Les sociétés transnationales des grands pays occidentaux fournissent à peu près les trois cinquièmes des impôts perçus en Namibie qui vont directement à l'Afrique du Sud. A peu près un tiers du produit national brut de la Namibie est exporté chaque année sous forme de bénéfices et de dividendes des monopoles impérialistes et des porteurs étrangers d'actions en Afrique du Sud, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays occidentaux.

56. Il y a lieu de souligner que l'Afrique du Sud satisfait ses besoins en uranium au moyen de la production namibienne. Dans les documents des Nations Unies on remarque que « le danger le plus grave qu'entraîne la domination sud-africaine sur la Namibie et ses réserves d'uranium est qu'elle renforce la capacité de l'Afrique du Sud à fabriquer des armes nucléaires à partir de l'uranium enrichi, armes dont elle userait pour intimider l'ensemble du continent africain⁴ ».

57. Si l'on tient compte des ambitions nucléaires de l'Afrique du Sud, de son accès pratiquement libre à l'uranium namibien, on voit qu'il y a une menace réelle non seulement pour la sécurité des Etats africains mais aussi pour la paix et la sécurité internationales dans leur ensemble.

58. Au cours de ces dernières années, l'importance de l'uranium namibien pour satisfaire les intérêts de l'Occident a beaucoup augmenté. Près de 20 grandes sociétés transnationales occidentales participent à la prospection et à l'extraction de l'uranium en Namibie. Cela est fait en tenant compte des intérêts stratégiques du bloc de l'OTAN.

59. L'intensification de l'activité des milieux impérialistes des grandes puissances occidentales en Namibie et leur position sur la question de Namibie aux Nations Unies ne s'expliquent pas en termes abstraits mais à la lumière des intérêts matériels et concrets des bénéfices et des considérations militaires et stratégiques. Cette position, qui consiste à bloquer l'adoption de mesures efficaces contre l'Afrique du Sud, vise en fait à appuyer et à renforcer le régime raciste colonial de Pretoria, quoi qu'en disent les représentants de ces pays. L'occupation illégale continue de la Namibie par l'Afrique du Sud et le renforcement du régime fantoche néocolonialiste de Windhoek répondent non seulement aux intérêts des racistes sud-africains mais aussi aux intérêts des milieux impérialistes des grandes puissances occidentales. Voilà où se trouve le problème du règlement politique qui se fait tant attendre en Namibie.

60. Le temps des longues discussions et des appels à la bonne volonté du régime sud-africain est résolu. Les Nations Unies doivent adopter des mesures urgentes et efficaces pour obliger l'Afrique du Sud à quitter définitivement la Namibie et à assurer le transfert de tous les pouvoirs dans le pays à la SWAPO qui est le seul repré-

⁴ Document A/AC.109/611, par. 14.

sentant légitime du peuple de Namibie en lutte et qui a été reconnue par les Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

61. Les tentatives pour violer l'unité territoriale de la Namibie — et notamment d'annexer Walvis Bay — doivent être énergiquement repoussées. Les efforts de la communauté internationale doivent s'orienter vers le soutien, par tous les moyens, de la lutte du peuple namibien, ayant à sa tête la SWAPO, contre l'occupation et l'oppression coloniale raciste et pour une Namibie indépendante, démocratique et unie.

62. La délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie estime que la base d'une solution du problème namibien existe et qu'elle réside avant tout dans les résolutions adoptées à ce sujet par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ainsi que dans d'autres résolutions adoptées par des organes des Nations Unies qui s'occupent des questions de décolonisation. Il est indispensable de parvenir à la mise en œuvre intégrale par tous les gouvernements des sanctions contre le régime raciste de Pretoria. En tenant compte du refus continu de l'Afrique du Sud de mettre en œuvre les décisions des Nations Unies, du mépris cynique et constant de ce gouvernement des décisions des Nations Unies, et de la poursuite, particulièrement en Namibie, de sa politique qui menace gravement la paix et la sécurité internationales, il est indispensable que l'Assemblée générale — comme cela a été dit par de nombreuses délégations ici — demande instamment au Conseil de sécurité d'adopter des mesures urgentes et efficaces contre l'Afrique du Sud raciste, et notamment des sanctions obligatoires globales en vertu du Chapitre VII de la Charte.

63. Nous estimons que les représentants des puissances occidentales, qui ne détestent pas parler du fait qu'ils sont eux aussi inquiets de l'avenir du peuple de Namibie, doivent montrer quelle est leur position en acceptant l'imposition par le Conseil de sécurité des sanctions obligatoires globales contre l'Afrique du Sud raciste.

64. Pour terminer, je voudrais souligner que la délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie appuiera toutes les autres mesures efficaces et radicales conformes à la Charte des Nations Unies pour parvenir à un règlement juste et rapide en Namibie dans l'intérêt du peuple namibien.

65. Nous déclarons une fois de plus que la République socialiste soviétique de Biélorussie restera, comme elle l'a toujours été, aux côtés du courageux peuple namibien, dirigé par la SWAPO, dans sa juste lutte pour l'autodétermination et une indépendance authentique.

66. M. THUNBORG (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : L'année dernière, la lutte pour le gouvernement par la majorité et pour l'indépendance en Afrique australe a marqué une victoire attendue de longue date au Zimbabwe. On a vu alors surgir l'espoir que les efforts diplomatiques soutenus entrepris par notre organisation aboutiraient cette année à la naissance d'une Namibie libre et indépendante. Après l'échec de la réunion de Genève au mois de janvier, les possibilités d'une telle évolution dans le courant de cette année sont incertaines.

En conséquence, l'impasse actuelle exige que de nouveaux efforts vigoureux soient faits par les Nations Unies pour amener en Namibie les changements politiques fondamentaux pour lesquels son peuple lutte depuis si longtemps.

67. Les Nations Unies ont une responsabilité juridique et politique particulière en ce qui concerne l'indépendance de la Namibie. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont à plusieurs reprises réaffirmé les principes en vertu desquels la transition de la Namibie vers l'autodétermination et l'indépendance doit se faire. Ainsi, seuls les Namibiens — et cela veut dire tous les Namibiens — ont le droit de décider de leur avenir. Le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie a été approuvé par le Conseil de sécurité et a fait l'objet de la résolution 435 (1978) qui a été appuyée unanimement par l'Organisation internationale.

68. Dans une situation où les Nations Unies exigent que soient déployés de nouveaux efforts, il est essentiel, de l'avis de mon gouvernement, que précisément les parties qui ont été directement intéressées au processus délicat des négociations réaffirment leur appui à ce plan qui constitue la base d'efforts ultérieurs pour résoudre le problème de la Namibie. Toute hésitation à ce propos ne ferait que servir les intérêts de l'occupant illégal du Territoire de Namibie — l'Afrique du Sud — qui cherche par tous les moyens à faire obstruction au plan des Nations Unies, comme cela a été clairement prouvé à Genève. En fait, il est évident que l'Afrique du Sud a utilisé le processus de négociation non seulement afin de gagner du temps pour fortifier sa position militaire dans le Territoire, mais aussi afin d'essayer de soutenir les dirigeants internes de son choix et, ce faisant, d'affaiblir, par une violente répression, l'appui dont la SWAPO bénéficie. Récemment, nous avons pris note avec indignation du fait que les Namibiens sont encore condamnés à des peines extrêmement lourdes, y compris la peine de mort, pour des raisons politiques parce qu'ils appuient le mouvement de libération.

69. Personne ne doute qu'une Namibie indépendante et libre émergera de ce conflit tragique qui dure depuis si longtemps. Cependant, l'impasse actuelle dans le processus de négociation fait naître la crainte de voir la violence augmenter et les souffrances humaines s'intensifier dans la longue route vers la liberté que le peuple de Namibie doit suivre. Tandis que les Etats de première ligne et la SWAPO, comme ils l'ont montré à Genève ainsi que précédemment, ont joué un rôle constructif dans les efforts pour aboutir à un règlement négocié conformément au plan des Nations Unies, le Gouvernement sud-africain montre de plus en plus une attitude arrogante et méprisante à l'égard desdits efforts de négociation d'un accord en Namibie. Cette attitude de l'Afrique du Sud doit être condamnée par l'ensemble de la communauté internationale, qui a la responsabilité conjointe de faire respecter le droit international et la Charte de notre organisation. Les actes d'agression continus dont nous sommes témoins en Afrique australe sont perpétrés par un régime sud-africain impitoyable sur le plan politique et bien armé sur le plan militaire, qui se livre à des attaques barbares contre les pays voisins, notamment contre l'Angola et, récemment aussi,

contre le Mozambique. Ces attaques doivent prendre fin.

70. Le groupe des cinq pays occidentaux a plus que jamais un rôle clef à jouer pour obtenir de l'Afrique du Sud qu'elle se conforme au plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, qu'elle mette fin à son occupation illégale de ce territoire et qu'elle respecte les principes du droit international. Il est bien connu que ce groupe de pays dispose des moyens d'exercer les pressions nécessaires sur le régime sud-africain, sur les plans économique et politique. En outre, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité, certains membres de ce groupe partagent également la responsabilité qu'a le Conseil de prendre sans retard les mesures nécessaires pour donner effet à ses propres résolutions.

71. Mais en tant que Membres de l'Organisation mondiale, qui est le seul administrateur légal de ce territoire, nous avons tous des obligations envers le peuple de la Namibie, qui a placé ses espoirs dans notre Organisation et dans son pouvoir d'apporter la paix et l'indépendance à sa nation. En tant que nations elles-mêmes libres et indépendantes, nous ne devons pas trahir ces espoirs légitimes de la nation namibienne. En conséquence, nous demandons maintenant instamment au Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires pour donner effet au plan des Nations Unies — mesures qui auraient dû être prises depuis longtemps — et d'appuyer tous les efforts destinés à instaurer une indépendance et une démocratie véritables en Namibie.

72. Le Gouvernement suédois continue d'appuyer une solution négociée à ce conflit. Nous croyons qu'il ne peut y avoir de véritable solution à la question de Namibie sans la participation de la SWAPO. La Suède continuera d'appuyer les victimes de la politique de répression de l'Afrique du Sud en Namibie en fournissant une aide humanitaire, par l'intermédiaire de la SWAPO, aux nombreux réfugiés namubiens dans les pays voisins, en fournissant également une aide aux différents programmes des Nations Unies et aux programmes non gouvernementaux qui portent assistance aux Namubiens. Nous espérons que cette aide se transformera un jour en une coopération à long terme pour le développement avec le gouvernement du nouvel Etat. Entre-temps, la Suède continuera d'aider les Nations Unies à effectuer une transition pacifique vers une Namibie libre et indépendante.

73. M. RÁCZ (Hongrie) [*interprétation de l'anglais*] : Depuis que l'Assemblée générale a mis fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie institué par la Société des Nations et qu'elle a demandé une juste solution de cette question, elle n'a cessé d'indiquer, année après année, la voie qu'il fallait prendre pour aboutir à un règlement namibien. Je voudrais souligner — particulièrement maintenant, alors que les négociations de Genève sur la mise en application de la résolution 435 (1978) viennent d'échouer — que les efforts de l'Assemblée générale ont jusqu'ici été vains.

74. En ce qui concerne l'échec de la réunion préalable à la mise en œuvre, à Genève, les événements récents nous expliquent les raisons fondamentales de ce fiasco.

Outre l'attitude méprisante et même agressive qu'a adoptée l'Afrique du Sud, l'une de ces raisons réside dans l'attitude tactique des puissances occidentales intéressées. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés à New Delhi a attiré notre attention sur ce fait lorsque les ministres ont regretté « que ces pays montrent une certaine réticence à user de leur influence et de leurs moyens de pression énormes sur l'Afrique du Sud pour garantir la coopération de cette dernière avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de mettre en œuvre le plan des Nations Unies pour la Namibie ».

75. Certainement, les allégations sans fondement mais largement diffusées selon lesquelles la SWAPO est une organisation terroriste, alors qu'elle a été reconnue par les Nations Unies, le mouvement des pays non alignés et l'Organisation de l'unité africaine comme le seul représentant légitime du peuple namibien, ont de façon inattendue renforcé le régime sud-africain.

76. Une étude attentive du récent rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie montre la raison évidente pour la situation inchangée, et même détériorée, qui règne en Namibie. Dans son rapport, le Conseil souligne que :

« les gouvernements des pays occidentaux avaient toujours étroitement dépendu des sociétés transnationales ayant leur siège dans leurs pays pour la mise au point de techniques et l'exploitation des matières premières destinées à l'industrie nucléaire. Ils ont fait en sorte que les compagnies privées désireuses de vendre leurs produits puissent négocier des arrangements avec l'Afrique du Sud en vue d'y placer à bon prix des techniques et des matières premières nucléaires. Ces arrangements s'inscrivant dans les programmes des gouvernements, ceux-ci ne peuvent en aucun cas prétendre ne pas être au courant des activités menées par les compagnies de leur pays pour développer les techniques nucléaires sud-africaines. » [*A/35/24, vol. III, par. 178.*]

Je dois ajouter que l'Afrique du Sud et ses alliés occidentaux — notamment les pays de l'OTAN — ont besoin des richesses de la Namibie en uranium et en matières premières, et qu'ils s'efforcent par n'importe quel moyen de maintenir leur emprise sur le territoire.

77. La Conférence internationale de solidarité avec le peuple namibien en lutte a établi :

« Le régime raciste d'Afrique du Sud a recouru à des actes désespérés et à de ténébreuses machinations pour continuer son occupation illégale de la Namibie, consolider sa domination illégitime sur la grande majorité du peuple sud-africain et renverser la marche vers la liberté en Afrique. Il s'est armé jusqu'aux dents et s'est efforcé d'acquérir une capacité nucléaire, avec la collaboration ou la complicité de gouvernements puissants » [*Voir A/35/539-S/14220.*]

78. Jour après jour, nous voyons des manifestations évidentes de ces manœuvres. A ce propos, je voudrais mentionner un article paru dans *The Christian Science Monitor* du 31 octobre 1980, sous le titre « L'Afrique

du Sud accepte le plan des Nations Unies » et je voudrais le comparer avec les faits : échec de la réunion de Genève et reprise des agressions armées contre l'Angola et le Mozambique. Je ne pense pas qu'il y ait besoin d'expliquer ce que cachent ces faits et pourquoi nous considérons qu'ils font partie des manœuvres dont je viens de parler. Je voudrais simplement me référer à la résolution adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, à Freetown en juin 1980, dans laquelle le Conseil déclarait qu'il avait appris « avec la plus grande inquiétude la décision du régime illégal raciste d'Afrique du Sud d'installer un Conseil des ministres fantoche en Namibie, visant à imposer un règlement interne au peuple de la Namibie » [voir A/35/463, annexe II]. A Genève, les fantoches de Pretoria ont déjà montré quelle était leur vraie politique.

79. Le Gouvernement et le peuple hongrois continuent à fournir tout le soutien possible à la SWAPO dans sa juste lutte contre l'oppression néocolonialiste et l'exploitation impérialiste. Notre position sur la question de Namibie demeure inchangée. Nous sommes convaincus que la Namibie relève de la responsabilité directe des Nations Unies et que tout règlement doit intervenir dans le cadre des Nations Unies; que la SWAPO est le seul représentant authentique du peuple namibien et que la véritable indépendance de la Namibie ne peut être obtenue qu'avec la participation entière et directe de la SWAPO et grâce seulement à la mise en œuvre complète des résolutions des Nations Unies et de l'OUA sur la Namibie; que l'intégrité territoriale de la Namibie, y compris Walvis Bay et les îles, doit être maintenue; que l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, au mépris des décisions des Nations Unies, et le défi persistant qu'elle leur oppose, la guerre de répression qu'elle mène contre les Namibiens, ses actes répétés d'agression contre les Etats africains indépendants, son expansion colonialiste et son soutien ou sa collaboration avec le régime de Pretoria, constituent une grave menace à la paix et à la sécurité internationales.

80. Nous estimons que pour mettre fin à cette situation en Namibie, l'Assemblée générale devrait exiger le retrait inconditionnel de la Namibie de toutes les forces et de l'administration sud-africaines, la cessation de toute collaboration avec l'Afrique du Sud et la fin de toutes relations avec cet Etat. Elle devait aussi prier le Conseil de sécurité d'imposer des sanctions économiques obligatoires et généralisées à l'encontre de l'Afrique du Sud, comme le prévoit le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et de mettre en œuvre la résolution 418 (1977) concernant l'embargo sur les armes contre le régime de Pretoria.

81. M. KLESTIL (Autriche) [*interprétation de l'anglais*] : Au cours du débat sur la question de Namibie, lors de la trente-quatrième session de l'Assemblée générale, la communauté internationale avait formulé l'espoir que l'année 1980 serait une étape décisive sur la voie devant mener le peuple namibien vers l'indépendance et l'autodétermination, sur la base du plan de transition des Nations Unies. Une fois de plus, ces espoirs ont été déçus.

82. L'Autriche s'est toujours associée au plan des Nations Unies pour la transition pacifique et négociée de la Namibie vers l'indépendance. De l'avis du Gouvernement autrichien, tout règlement politique visant à une situation stable et durable doit reposer sur une base aussi large que possible et comprendre toutes les parties intéressées à ce problème. Le plan que les cinq puissances occidentales avaient avancé à l'origine et que le Conseil de sécurité a appuyé par sa résolution 435 (1978) répond à ces conditions essentielles, car il prévoit une véritable autodétermination fondée sur des élections démocratiques se déroulant sous contrôle international. L'Autriche continue de considérer que le plan de transition des Nations Unies est le plus prometteur et qu'il représente pour les Nations Unies la seule façon de s'acquitter de leurs responsabilités particulières envers ce territoire et d'aboutir à un transfert véritable et pacifique des pouvoirs au peuple namibien.

83. Nous avons à plusieurs reprises manifesté notre profonde inquiétude et notre préoccupation devant l'impasse où se trouvent les négociations avec le Gouvernement sud-africain. Notre attention s'était donc portée, avec un espoir renouvelé, sur la réunion préalable à la mise en œuvre, tenue à Genève en janvier de cette année, où, pour la première fois, s'asseyaient toutes les parties au conflit autout d'une table de négociations et qui, selon nous, aurait pu aboutir à une percée et permettre de fixer les dates pour un cessez-le feu et la mise en œuvre du plan des Nations Unies. En dépit de l'esprit de compromis dont la SWAPO et les Etats de première ligne ont fait preuve au cours des négociations, nous avons, une fois de plus, été déçus. Le rapport que le Secrétaire général a présenté le 19 janvier au Conseil de sécurité indique clairement le large accord réalisé en ce qui concerne le plan de transition lui-même et la création d'une zone démilitarisée. Cet accord est le résultat de plus de deux ans de négociations intenses et difficiles. La communauté internationale ne peut permettre que ces efforts aient été faits en vain et que l'accord sur tant de questions différentes soit inutile.

84. Au lieu d'apprécier à leur juste valeur les avantages à long terme d'une transition pacifique et internationalement reconnue de la Namibie vers l'indépendance, sur la base des principes démocratiques, l'Afrique du Sud poursuit sa politique d'obstruction à la mise en œuvre finale du plan des Nations Unies. Elle a en outre intensifié ses actes unilatéraux, à commencer par des élections en Namibie qui ont créé une réalité politique trompeuse dans le Territoire que la communauté internationale ne saurait accepter.

85. Au cours de l'année dernière, la présence militaire de l'Afrique du Sud s'est intensifiée en s'accompagnant d'une nouvelle vague d'emprisonnement de membres de la SWAPO. La politique de l'Afrique du Sud à l'égard des Etats de première ligne est devenue encore plus agressive et arrogante.

86. De l'avis du Gouvernement autrichien, ces mesures prises par le Gouvernement sud-africain montrent qu'il évalue de façon erronée la situation politique, ce qui pourrait avoir des conséquences très graves à long terme. Cette façon de faire ne peut pas mener à la stabi-

lité dans la région ou créer une atmosphère de coexistence pacifique et mutuellement profitable en Afrique australe. Au contraire, elle engendrera inévitablement des actes de violence et des effusions de sang supplémentaires dans la lutte militaire et contribuera à juste titre à augmenter l'impatience de ceux qui, depuis si longtemps, se voient privés de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Le Gouvernement sud-africain devrait se rendre compte qu'il ne peut pas se dissocier de la responsabilité qu'entraînent ses actes en Namibie et que la communauté internationale dispose de moyens de pression pacifiques au titre des dispositions de la Charte que l'on peut invoquer.

87. Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre appréciation et notre reconnaissance aux cinq puissances occidentales, au Secrétaire général, à son représentant spécial et à ses collaborateurs pour leurs efforts inlassables en vue de mettre le plan en application, de même qu'à la SWAPO et aux pays africains les plus directement intéressés qui, dans un esprit de coopération et de compréhension, ont participé à ces efforts.

88. Il convient de mentionner plus particulièrement le Conseil des Nations Unies pour la Namibie qui, sous la direction expérimentée et sage de M. Lusaka, représente avec compétence et dévouement les intérêts du peuple namibien. Parmi les nombreuses activités du Conseil, les auditions sur l'exploitation de l'uranium namibien méritent une mention particulière.

89. A notre avis, le débat actuel nous offre une excellente occasion de bien faire comprendre, une fois encore, à l'Afrique du Sud que l'on ne saurait trouver de solution à la question de Namibie que grâce à un règlement internationalement reconnu, fondé sur les principes sur lesquels la communauté mondiale s'accorde depuis longtemps.

90. M. CORRÊA da COSTA (Brésil) [*interprétation de l'anglais*] : Personne ne peut contester le fait qu'il est maintenant tout à fait clair et évident que l'Afrique du Sud n'a pas l'intention d'abandonner le contrôle qu'elle exerce sur le Territoire de la Namibie. Comment pourrait-on croire le contraire ? En effet, depuis la première guerre mondiale, lorsque l'Afrique du Sud a conquis ce qui était alors une colonie allemande, la politique qu'elle applique dans le Territoire a révélé ses desseins réels d'occupation et de contrôle à perpétuité. Bien qu'à la Conférence de la paix de Paris de 1919, l'Afrique du Sud ait accepté de placer le Sud-Ouest africain sous le système de mandat de la Société des Nations, un quart de siècle plus tard, les plans d'annexion de l'Afrique du Sud ont été dévoilés par son refus de mettre le Territoire sous le système de tutelle international des Nations Unies. Depuis lors, les Nations Unies ont insisté sur la nécessité de maintenir le statut international de la Namibie, statut ratifié par la Cour internationale de Justice, tout d'abord en 1950 et, plus récemment, en 1971, lorsque l'administration sud-africaine en Namibie a été déclarée illégale par la Cour.

91. En 1966, l'ONU, en tant qu'organe de surveillance des territoires sous mandat qu'elle avait hérités de la

Société des Nations, et tenant compte du fait que l'Afrique du Sud n'avait pas rempli ses obligations envers la communauté internationale comme envers le peuple namibien, a adopté la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale par laquelle elle mettait fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Les Nations Unies se sont réservées elles-mêmes le droit d'administrer la Namibie jusqu'à ce que le pays accède à l'indépendance et, à cette fin, elles ont créé, un an plus tard, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie par la résolution 2248 (S-V).

92. Le cas namibien, pour tout dire, est donc l'une des questions dont les Nations Unies s'occupent depuis le plus longtemps. Et pourtant, il ne semble pas y avoir de raison convaincante pour s'attendre que ce point soit retiré prochainement de notre ordre du jour annuel. En 1978, sans doute à la suite d'un malentendu réel au sujet des véritables intentions du régime sud-africain, certains d'entre nous ont été amenés à croire qu'un règlement pacifique de la question de Namibie était en vue.

93. Par sa résolution 435 (1978), le Conseil de sécurité a ratifié la proposition des cinq puissances occidentales et, peu de temps après, le gouvernement de Pretoria a indiqué qu'il était d'accord, du moins en principe, avec cette proposition. A nouveau, nous avons nourri l'espoir de voir bientôt se terminer le cauchemar du peuple namibien. Néanmoins, les autorités sud-africaines n'ont pas hésité à rejeter les importantes dispositions de la proposition de mise en œuvre faite par le Secrétaire général, sous prétexte que ces dispositions s'écartaient considérablement du plan des puissances occidentales. Depuis lors, des négociations intenses et difficiles ont eu lieu pour arriver à un accord sur les principaux aspects techniques et opérationnels. A un moment donné, comme l'ont montré les échanges de communications entre le Secrétaire général et le Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, on aurait pu croire qu'il ne restait aucun obstacle insurmontable à la mise en place rapide du GANUPT. Cet accord apparent avait été réalisé grâce, en grande partie, aux concessions importantes faites par la SWAPO, qui avait adopté constamment une attitude réaliste et conciliatoire lors du processus de négociation. Et pourtant, Pretoria a trouvé de nouveaux arguments qui ne portaient plus directement sur le processus de paix et il a eu recours à une politique d'atermolement dont tout le monde est maintenant au courant.

94. C'est pour créer un climat de confiance que le Secrétaire général a convoqué la réunion préalable à la mise en œuvre qui s'est tenue à Genève cette année. Etant donné qu'il ne semblait plus y avoir d'obstacles techniques et opérationnels à l'application de la proposition de règlement, il y avait toute raison de croire que l'on s'entendrait sur une date rapprochée pour le cessez-le-feu, suivi d'élections libres et justes et de l'accession à une indépendance totale avant la fin de cette année. La communauté internationale — et notamment les Etats de première ligne — n'a épargné aucun effort pour faire en sorte que la réunion soit couronnée de succès.

95. En premier lieu, à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale, la communauté internationale

s'est entendue pour ajourner la discussion de la question de Namibie et ainsi éviter que l'Afrique du Sud, en dénonçant une fois de plus le prétendu manque d'impartialité des Nations Unies, n'utilise ce prétexte pour retarder le processus d'indépendance. En arrivant à Genève, la SWAPO a, de son côté, dit qu'elle était prête à passer immédiatement à la mise en œuvre du plan de paix et cette position montre bien son esprit de coopération sincère et son réalisme. La délégation de l'Afrique du Sud a fait échouer tous les espoirs que nous avions en déclarant que le moment n'était pas encore venu de fixer une date pour le cessez-le-feu et que le peuple de la Namibie dont la sécurité était sa responsabilité continuait à ne pas croire à la capacité des Nations Unies à contrôler des élections libres et justes.

96. L'Afrique du Sud a accusé les Nations Unies de partialité à l'égard de la SWAPO qui a été formellement reconnue par la communauté internationale comme seul représentant légitime du peuple namibien. Pretoria a insisté sur le fait que si le plan des Nations Unies était mis en œuvre, notre organisation devrait faire machine arrière et renier ses déclarations antérieures selon lesquelles la SWAPO, et personne d'autre, pourrait parler au nom des habitants de la Namibie. Mais on ne saurait placer la SWAPO et les groupes fantoches de Windhoek, tels que l'Alliance démocratique de Turnhalle [ADT], sur le même plan, car seule la SWAPO a combattu pour l'indépendance du Territoire et elle seule est vraiment l'expression nationale et veut une Namibie unie et conservant son intégrité territoriale.

97. En face de la SWAPO nous trouvons les partis politiques qui composent ce que l'on appelle l'Assemblée nationale mais ne sont en fait que des émanations de la politique d'*apartheid* et de foyers nationaux introduite en Namibie à la fin des années 60 par l'Afrique du Sud. Le concept d'ethnie domine cette prétendue assemblée nationale et les partis qui y sont représentés ne sont en réalité qu'un instrument dans les mains de ce que l'on appelle des autorités de deuxième échelon, qui constituent les gouvernements tribaux dans le système de domination par des foyers nationaux établi par les autorités racistes de Pretoria dans le Territoire. Seule la SWAPO s'est engagée à réaliser un consensus national vaste dans une Namibie unie et indépendante.

98. En accusant les Nations Unies d'avoir un préjugé en faveur de la SWAPO et de ne pas comprendre les positions sud-africaines, Pretoria prétend et voudrait que nous croyions que la position de la communauté internationale à l'égard de la Namibie est sans précédent, comme si, tout à coup, l'Assemblée générale avait choisi la SWAPO comme représentant du peuple namibien et avait simplement décidé que le Territoire devait devenir indépendant. Comme je l'ai indiqué au début de ma déclaration, le cas de la Namibie a son historique. En fait, au cours de toutes ces années, chaque nouvelle mesure prise par notre organisation a été précédée d'une soigneuse étude des conséquences possibles et ces mesures n'auraient jamais été prises si l'Afrique du Sud avait répondu de manière constructive aux appels de la communauté internationale. Si nous sommes là où nous sommes aujourd'hui, c'est en raison de l'intransigeance de l'Afrique du Sud, de son manque de bonne volonté,

de ses préjugés — et non pas le contraire comme Pretoria voudrait que nous le croyions.

99. La situation actuelle en ce qui concerne l'avenir de la Namibie exige que nous agissions désormais avec prudence. La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité a-t-elle quelque chance d'être mise en œuvre ? L'Afrique du Sud peut-elle être convaincue de se retirer pacifiquement de la Namibie ? Nous ne pouvons que tirer les leçons qui s'imposent de l'échec de la réunion de Genève. Au stade actuel, si nous restions à l'écart de ce problème, cela équivaldrait à une abdication morale et à la trahison de nos engagements à l'égard du peuple namibien qui considère que les Nations Unies sont l'incarnation même de ses aspirations légitimes. On pourrait se demander si ceux à qui la Charte a confié des responsabilités spéciales pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales reconnaîtront vraiment la gravité de la situation et agiront en conséquence.

100. C'est un paradoxe de voir que les négociations ont échoué à la suite d'exigences arrogantes et de plus en plus ambitieuses de la part d'une entité qui n'a aucun droit sur le Territoire de la Namibie et qui, depuis longtemps déjà, ne mérite plus le respect de la communauté internationale. On s'attend depuis longtemps déjà que l'Afrique du Sud se retire de la Namibie, mais l'Afrique du Sud continue à soumettre le peuple de son pays à l'affreuse politique d'*apartheid*. Les atermoiements et les manœuvres perfides auxquels la puissance occupante a recours montrent que cette dernière méprise les principes de la Charte des Nations Unies et les normes de conduite internationale. L'Afrique du Sud continue inlassablement d'imposer sa domination sur le peuple namibien. La réunion de la Conférence constitutionnelle de Turnhalle en septembre 1975 a été suivie de la formation de l'ADT qui est un rassemblement de groupes tribaux devenu le véhicule par lequel l'Afrique du Sud s'efforce de « décoloniser » — dit-on — la Namibie. Une prétendue assemblée nationale qui ignore en fait la notion de un homme, un vote, a été constituée et a reçu certains pouvoirs législatifs. En juin 1980, un conseil des ministres a été formé et quelques pouvoirs administratifs et exécutifs lui ont été confiés. Mais les grandes décisions sur toutes les questions d'importance ont été laissées aux autorités de deuxième échelon, système de gouvernement qui, comme cela a été souligné à maintes reprises, est basé sur le concept de l'ethnie et reflète la philosophie de l'*apartheid* dont s'inspire l'ensemble de la politique sud-africaine. En dernière analyse, ce n'est là qu'une manifestation de la tactique bien connue de diviser pour régner. Ces décisions internes et unilatérales n'ont pas été acceptées par la communauté internationale dans son ensemble. Et l'Afrique du Sud le sait très bien. En poursuivant cette politique elle ne trompe personne.

101. Tout le monde sait que le Brésil s'est engagé à promouvoir l'indépendance de la Namibie. Nous avons appuyé les propositions de règlement des Nations Unies en tant que moyen de faire triompher nos aspirations. Et, comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères du Brésil lors du débat général de la présente session : « Depuis l'adoption de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, il y a deux ans, nous courons le risque de

placer une trop grande confiance dans des négociations qui ne se sont pas déroulées conformément à nos espoirs légitimes. » [4^e séance, par. 25.]

102. Non seulement l'Afrique du Sud a fait échouer toutes les possibilités d'une indépendance prochaine de la Namibie, mais elle a aussi refusé de mettre fin à ses attaques constantes contre le territoire des Etats de première ligne tels que l'Angola, le Mozambique, la Zambie et le Botswana, dont les peuples n'ont que trop souffert depuis trop longtemps. Le Brésil fera de son mieux pour contribuer à la reconstruction économique de ces pays amis et c'est la raison pour laquelle il a participé à la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe, tenue à Maputo les 27 et 28 novembre 1980.

103. Avant de conclure, je voudrais rendre hommage au Conseil des Nations Unies pour la Namibie et à son président, M. P. Lusaka, de la Zambie. Le Conseil a été l'allié constant du peuple namibien et n'a jamais craint d'assumer ses responsabilités afin de promouvoir la cause de l'indépendance du Territoire de la Namibie.

104. M. NICIŃSKI (Pologne) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation polonaise prend une fois de plus la parole dans le débat sur la question de Namibie pour exprimer sa profonde préoccupation face à la situation qui existe à l'heure actuelle en Namibie et qui s'est sensiblement aggravée en raison des manœuvres interminables du régime sud-africain qui visent à priver le peuple namibien de son indépendance qu'il attend depuis trop longtemps.

105. Dans la longue histoire des efforts des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, on trouve peu d'exemples d'une résistance aussi opiniâtre des forces colonialistes contre les aspirations légitimes d'un peuple opprimé que celle à laquelle nous faisons face en Namibie. Cependant, à aucun autre moment la responsabilité des Nations Unies n'a été aussi grande envers un peuple colonial.

106. Il y a maintenant 14 ans que l'Assemblée générale a décidé de mettre fin au Mandat de l'Afrique du Sud en Namibie et de placer le Territoire sous la responsabilité directe des Nations Unies jusqu'à son accession à l'indépendance. Même après tant d'années, notre organisation fait toujours face à l'occupation illégale du Territoire de la Namibie par l'Afrique du Sud.

107. Cependant, la situation générale dans la partie australe de l'Afrique a dramatiquement changé au cours de ces dernières années et ce au bénéfice des forces du progrès et de la libération. Il n'y a pas longtemps que nous avons vu des bastions coloniaux s'écrouler l'un après l'autre. L'exemple le plus récent est celui de la victoire triomphale du peuple du Zimbabwe, gagnée après une longue lutte. Cette importante victoire a encouragé, en lui donnant un nouvel élan, la lutte pour la libération du peuple namibien, menée sous la direction de la SWAPO. L'accession à l'indépendance du Zimbabwe a également mis en relief le caractère anachronique de l'occupation persistante de la Namibie par l'Afrique du Sud, qui constitue un vestige odieux d'une époque révolue de répression féroce et d'asservissement.

108. Ce débat se déroule à un stade crucial de la situation en Namibie et autour de la Namibie. Depuis des années, la lutte pour la libération menée par la SWAPO a remporté d'importantes victoires au prix de nombreux sacrifices qui lui ont acquis une large reconnaissance internationale en tant que seul et authentique représentant du peuple namibien, qui défend ses véritables aspirations et ses intérêts. C'est pourquoi le régime sud-africain ne ménage aucun effort pour saper la SWAPO en recourant à une nouvelle vague d'arrestations et d'intimidations ainsi qu'à des manœuvres politiques.

109. Comme il ressort du rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, la situation en Namibie s'est encore détériorée récemment. Une question dont nous devons nous préoccuper en particulier est celle de la politique de répression et de terreur toujours plus intenses exercée par l'Afrique du Sud en Namibie et qui s'accompagne d'une augmentation de ses forces militaires qu'elle utilise contre le peuple namibien et dans des actes répétés d'agression contre les pays voisins indépendants, notamment contre la République populaire d'Angola et la Zambie.

110. Dans sa volonté de lutter contre la vague croissante et irréversible de libération nationale, le régime raciste n'épargne aucun effort pour imposer au peuple namibien un régime néocolonialiste fantoche. La création du prétendu Conseil des ministres fournit une nouvelle preuve de la mauvaise foi de l'Afrique du Sud et du fait qu'elle n'est pas disposée à donner effet aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sur la Namibie et nous éclaire sur ses intentions réelles qui visent à perpétuer son occupation illégale du territoire.

111. A ce propos, ma délégation partage sans réserve l'avis exprimé dans le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie selon lequel l'Afrique du Sud continue inlassablement de manœuvrer tout en affichant un désir apparent de négocier avec les Nations Unies pour mettre en œuvre leurs résolutions. Cette attitude négative et trompeuse dont fait preuve l'Afrique du Sud s'est trouvée indubitablement confirmée par l'échec de la réunion qui s'est tenue récemment à Genève.

112. Il est maintenant plus clair que jamais que l'occupation illégale de la Namibie par le régime sud-africain, la guerre de répression qu'il y mène et les actes d'agression qu'il perpète contre les Etats africains indépendants constituent une menace grave et croissante qui pèse non seulement sur la paix et la stabilité du continent africain mais aussi sur la paix et la sécurité internationales. Cette menace se trouve encore aggravée par les efforts que l'Afrique du Sud fait en vue de se doter de la capacité nucléaire.

113. Le régime sud-africain n'a été en mesure pendant si longtemps de persister dans son attitude intransigeante et de s'obstiner dans son refus de répondre aux exigences des Nations Unies qui lui demandent de se retirer de la Namibie que grâce à la participation de certaines sociétés transnationales de plusieurs pays occidentaux à l'exploitation des ressources naturelles de la Namibie. L'étendue de cette participation a été amplement démontrée récemment au cours des auditions de témoins relatives à l'exploitation de l'uranium nami-

bien, menées par le Comité des auditions sur l'uranium namibien.

114. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, une juste solution du problème namibien réside dans la mise en œuvre rapide et résolue des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

115. Ma délégation est convaincue qu'à ce moment crucial de la lutte pour une Namibie libre et indépendante, la communauté internationale doit prendre des mesures décisives. La situation actuelle exige l'adoption de mesures urgentes et efficaces qui affecteront directement le régime sud-africain et le forceront à respecter les résolutions des Nations Unies sur la Namibie. Les pressions doivent s'intensifier pour qu'intervienne une solution conforme aux aspirations du peuple namibien et à la volonté de la communauté internationale.

116. A ce propos, ma délégation considère comme particulièrement importantes et pertinentes les décisions de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à New Delhi, qui ont été entérinées par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, lors de sa trente-sixième session, et qui recommandent l'adoption de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

117. Les Nations Unies doivent être à la hauteur des responsabilités particulières qui leur incombent pour venir en aide au peuple namibien qui lutte pour accéder à l'autodétermination et à l'indépendance. Pour contre-carrer et tenir en échec les manœuvres et les tactiques dilatoires de l'Afrique du Sud, la communauté internationale doit intensifier son appui au peuple namibien et à son seul et authentique représentant, la SWAPO.

118. La délégation polonaise profite de cette occasion pour assurer la SWAPO et les Etats africains qu'elle appuie fermement et résolument leur lutte pour l'autodétermination et l'indépendance véritable de la Namibie et pour la sauvegarde de son unité et de son intégrité territoriale. Se fondant sur sa position de principe cohérente, la Pologne est prête à contribuer à la cause de l'indépendance de la Namibie en participant aux travaux du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Nous sommes certains que la longue lutte du peuple namibien, qu'appuient les Nations Unies, sera couronnée par un succès total et que nous pourrions finalement accueillir parmi nous une Namibie libre et indépendante.

119. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant des Pays-Bas qui parlera au nom des 10 Etats membres de la Communauté économique européenne.

120. M. SCHELTEMA (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai l'honneur de faire la déclaration suivante au nom des 10 Etats membres de la Communauté économique européenne.

121. Les Nations Unies ont une responsabilité particulière en ce qui concerne la Namibie. La communauté

internationale a indiqué à maintes reprises que l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud doit prendre fin conformément aux résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité. Les 10 membres de la Communauté économique européenne désirent rappeler leur ferme conviction que le peuple de Namibie doit être en mesure d'exercer sans délai, au moyen d'élections libres et équitables, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Un fondement solide pour cet objectif a été établi dans la résolution 435 (1978) qui a été acceptée par le Gouvernement de l'Afrique du Sud et par la SWAPO. Au cours des dernières années, des efforts considérables ont été entrepris par le Secrétaire général et son représentant spécial, par les cinq Etats occidentaux, par les Etats de première ligne, le Nigéria et l'Organisation de l'unité africaine pour mettre en œuvre le plan de règlement. Les membres de la Communauté leur sont très reconnaissants de leurs efforts inlassables.

122. A la fin de l'année dernière, des progrès satisfaisants dans les négociations ont conduit le Secrétaire général à déclarer que les questions en suspens avaient été résolues. Il avait été informé par le Gouvernement sud-africain que, si le manque de confiance mutuelle qui existait pouvait être éliminé, la fin de 1981 serait un objectif réaliste pour l'indépendance de la Namibie. Il a été entendu qu'une réunion préalable à la mise en œuvre se tiendrait à Genève sous les auspices et la présidence des Nations Unies. Il est significatif que cette réunion ait rassemblé pour la première fois toutes les parties intéressées.

123. Les membres de la Communauté ont été profondément déçus par l'échec de cette réunion qui n'a pas pu fixer de date pour le cessez-le-feu en tant que premier pas pour la mise en œuvre du plan de règlement. Ils regrettent qu'il n'ait pas été possible d'arriver à un accord à la suite de la déclaration de la délégation dirigée par l'Administrateur général sud-africain qui a dit qu'il était prématuré de s'entendre sur une date pour la mise en œuvre. Ils ont conclu qu'en raison du manque de volonté de l'Afrique du Sud de mettre en œuvre la résolution 435 (1978), comme l'a montré le chef de sa délégation, une occasion importante de parvenir à l'indépendance de la Namibie par une solution internationalement acceptable a été perdue.

124. Les membres de la Communauté voudraient insister sur la gravité des conséquences qu'implique ce délai pour la mise en œuvre du plan de règlement. Ils s'associent pleinement à l'appel lancé par le Secrétaire général au Gouvernement sud-africain afin qu'il réexamine sa position. Ils considèrent qu'il est de la plus grande importance que l'Afrique du Sud donne suite à sa déclaration selon laquelle elle est prête à faire accéder la Namibie à l'indépendance, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

125. Les membres de la Communauté ont également réaffirmé qu'ils rejettent toute tentative d'imposer un règlement interne en Namibie. Ils sont fermement opposés à toute solution qui ne serait pas internationalement acceptable et qui pourrait condamner la Namibie à l'isolement international. A ce propos, ils considèrent que des décisions telles que l'établissement de la conscrip-

tion militaire pour les jeunes Namibiens ne feraient qu'exacerber davantage les tensions dans le Territoire.

126. Devant cette grave situation, les membres de la Communauté considèrent qu'il est indispensable pour toutes les parties concernées de faire preuve de modération et de s'abstenir de tout acte qui pourrait porter préjudice aux chances d'arriver à un accord dans l'avenir. Ils ont appris avec une inquiétude toute particulière que les forces de l'Afrique du Sud ont repris leurs attaques contre les Etats voisins. Le 11 février 1981, les membres de la Communauté ont exprimé leur conviction que ces actes sont contraires à la recherche d'une solution pacifique des problèmes dans la région. Comme ils l'ont fait par le passé, ils condamnent tout recours à la force qui ne peut qu'apporter de nouvelles souffrances à la population locale. De même, ils désapprouvent les actes d'intimidation et de violence perpétrés à l'intérieur du Territoire. Ces agissements, ainsi que la pratique constante d'arrestations arbitraires et de détentions sans procès, créent un cycle de violence que les Dix déplorent vivement. De telles tentatives pour étouffer la voix de l'opinion publique en Namibie ne font que placer de nouveaux obstacles sur la voie de la réalisation des objectifs des Nations Unies. Les Dix demandent une fois de plus la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées en Namibie et qui continuent d'être détenues en raison de leurs croyances politiques.

127. Les membres de la communauté estiment que l'Afrique du Sud ne doit pas continuer à refuser au peuple de la Namibie son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Ils demandent à tous les intéressés, y compris l'Afrique du Sud, de ne pas annuler les progrès qui ont déjà été réalisés. Ils demandent aux parties intéressées d'examiner toutes les possibilités qui pourraient mener à un règlement rapide. Ils continuent à appuyer les efforts du Secrétaire général en vue de trouver une solution au problème namibien acceptable sur le plan international. Ils expriment leur satisfaction devant les efforts entrepris par les cinq pays occidentaux dans ce sens et espèrent que les pays qui l'ont fait dans le passé continueront d'offrir leurs bons offices au Secrétaire général.

128. M. MARINESCU (Roumanie) : La reprise des travaux de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale sur la question de Namibie revêt, dans les circonstances actuelles, une importance particulière. L'Assemblée générale a dû se réunir une fois de plus pour examiner cette question qui affecte profondément le climat international à la suite de nouvelles tentatives auxquelles nous sommes confrontés de retarder davantage l'accès du peuple namibien à l'indépendance nationale.

129. Il y a plus de deux ans, la communauté internationale s'était mise d'accord, au sein de cette organisation, sur le plan des Nations Unies pour la Namibie, qui contient les éléments essentiels d'un règlement pacifique, juste et démocratique du problème. Malheureusement, des obstacles sont toujours dressés par le régime raciste de Pretoria, sous des excuses et prétextes divers, dans la mise en œuvre de ce plan.

130. Nous avons apprécié et pleinement appuyé l'initiative du Secrétaire général de convoquer en janvier dernier à Genève, sous les auspices des Nations Unies, la réunion sur la Namibie, dont le but était précis et clair pour les parties intéressées, qui avaient accepté d'y participer, ainsi que pour l'ensemble de la communauté internationale. La réunion devait réaliser un accord sur une date rapprochée du cessez-le-feu, suivi par le déclenchement du processus de mise en œuvre du plan des Nations Unies pour la Namibie, pour que l'indépendance de ce pays puisse être proclamée avant la fin de l'année en cours.

131. La réunion de Genève, attendue avec énormément d'intérêt et d'espoir par tous les peuples du monde et par l'opinion publique internationale, n'a pu atteindre son but par suite du refus de l'Afrique du Sud de s'engager dans un tel processus, le seul conforme à la morale et à la légalité internationale, aux impératifs des temps que nous vivons, aux innombrables résolutions des Nations Unies, aux intérêts de la paix et de la sécurité en Afrique australe et dans le monde.

132. La position constructive de bonne volonté de la SWAPO s'est heurtée, comme tant de fois dans le passé, à l'attitude obstructionniste et dilatoire de l'Afrique du Sud, qui est seule responsable de l'échec de la réunion de Genève. En provoquant l'échec de la réunion, le régime sud-africain vient d'assumer une lourde responsabilité, donnant une fois de plus la preuve qu'il refuse obstinément d'écouter la voix de la raison et de reconnaître le droit inaliénable du peuple namibien à une existence libre et souveraine. Cette attitude de l'Afrique du Sud n'est que l'expression bien connue d'une politique visant à maintenir, sur le continent africain, un régime de domination coloniale, de discrimination raciale et d'*apartheid*, ainsi que d'une politique d'agression dirigée contre les Etats indépendants africains de première ligne.

133. Dans ces circonstances, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sont mis d'une manière encore plus nette devant leurs responsabilités envers le peuple namibien. Il revient notamment à l'Assemblée générale — le forum plénier de l'Organisation — d'agir avec fermeté pour que le peuple namibien puisse exercer librement son droit inaliénable à l'autodétermination, en conformité avec ce principe fondamental de la Charte des Nations Unies. Le rôle particulier de l'Assemblée générale dans la défense de la cause nationale du peuple namibien est aussi la conclusion logique du fait que c'est elle qui, il y a plus de 14 ans, assumait au nom des Nations Unies la responsabilité directe de la réalisation d'une autodétermination véritable, de la liberté et de l'indépendance nationale de la Namibie.

134. La Roumanie continue d'appuyer résolument le droit du peuple namibien de choisir librement la voie de son développement économique et social et de vivre dans une patrie indépendante et unie. C'est pourquoi elle a déployé une activité constante dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ainsi que dans d'autres forums internationaux pour l'adoption de mesures fermes de nature à mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et à assurer l'exercice du

droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance.

135. En tant que membre du Conseil de sécurité en 1976, la Roumanie a participé activement à l'élaboration de la résolution 385 (1976), qu'elle a présentée de concert avec les pays non alignés membres du Conseil. Cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, a servi, on le sait, de base aux efforts destinés à parvenir au règlement politique du problème de la Namibie. De même, en tant que membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, dont le rapport nous a été présenté par son président, M. Lusaka [103^e séance], la Roumanie a agi pour la réalisation d'une solution négociée de la question de Namibie et a donné son appui, sous différentes formes, à l'élaboration du plan des Nations Unies pour l'accession de la Namibie à l'indépendance par des élections libres sous la surveillance et le contrôle des Nations Unies. Elle a soutenu activement les efforts du Secrétaire général et de tous les Etats qui ont œuvré pour l'application de ce plan.

136. Mon pays s'est félicité des rencontres des représentants des pays du « groupe de contact » avec la SWAPO et les pays de première ligne en vue de clarifier tous les aspects de la mise en œuvre du plan des Nations Unies pour la Namibie et a salué l'initiative du Secrétaire général relative à la convocation de la récente réunion de Genève.

137. Tout en encourageant la solution politique du problème de la Namibie, il a toujours été évident pour nous que, face à la position obstinée et aux actes illégaux de l'Afrique du Sud, le peuple namibien opprimé a le droit de recourir, sous la direction de son représentant légitime et authentique, la SWAPO, à tous les moyens de lutte — politiques, diplomatiques et autres, y compris la lutte armée — pour la liquidation de l'état anachronique de domination coloniale et d'occupation et pour la réalisation de ses aspirations légitimes à la liberté et à l'indépendance nationale. Après 14 ans de lutte héroïque, la SWAPO s'est imposée comme le représentant le plus authentique du peuple namibien et le régime de Pretoria a été obligé de l'accepter comme partenaire aux négociations. Il ne fait pas de doute pour nous que, maintenant et dans l'avenir, grâce au large appui des forces démocratiques et progressistes du monde — parmi lesquelles mon pays s'est rangé dès le début — le peuple de Namibie, en intensifiant sa lutte, réussira à déjouer les plans des autorités racistes sud-africaines et à obtenir son indépendance. C'est pour servir ce noble but, clairement soutenu par les Nations Unies, que la Roumanie a accordé et continuera d'accorder un appui multilatéral au peuple namibien et à son mouvement de libération nationale conduit par la SWAPO dans la lutte pour la conquête de son indépendance nationale.

138. Nous estimons qu'il y a un large accord sur le fait qu'on ne saurait ajourner davantage la solution du problème namibien et l'étape décisive de l'exercice du droit du peuple namibien de décider de ses destinées.

139. En ce moment où des efforts difficiles et prolongés sont déployés pour que le peuple namibien puisse accéder à l'indépendance et pour qu'il soit mis un terme

à l'un des derniers vestiges du colonialisme, il est, selon nous, plus que jamais nécessaire que tous les Etats Membres intensifient les actes de solidarité avec la juste cause de ce peuple martyrisé et qu'ils trouvent les moyens les plus adéquats pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de la responsabilité historique qu'elle a assumée solennellement pour la réalisation de l'indépendance de la Namibie. Dans ce contexte, nous attachons une importance particulière aux actes des pays non alignés et au renforcement de la solidarité et de la coopération de toutes les forces progressistes, démocratiques, populaires, anti-impérialistes, dans la lutte pour le triomphe de la cause nationale du peuple namibien. La position exprimée dans la Déclaration de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à New Delhi, à laquelle la Roumanie a eu l'honneur de se faire représenter par une importante délégation, constitue sans doute une contribution remarquable aux efforts destinés à identifier de nouvelles mesures qui devraient être prises à l'échelon international afin d'amener l'Afrique du Sud à accepter la mise en œuvre effective du plan des Nations Unies pour la Namibie. En effet, comme il est souligné dans cette déclaration, ainsi que dans le communiqué final de la récente réunion au sommet des Etats de première ligne et du Nigéria, il est particulièrement important que les pays qui entretiennent des rapports avec l'Afrique du Sud, notamment les cinq pays du groupe de contact, exercent sur le régime sud-africain toute l'influence nécessaire et des pressions économiques et diplomatiques pour amener ce régime à des négociations qui aboutissent au règlement politique de la question de Namibie, afin que le peuple namibien obtienne son indépendance sans délai et conformément au plan des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale tout entière sont en droit de demander que les pays du groupe de contact contribuent d'une manière efficace, par des actes fermes, tant à l'ONU que dans les relations bilatérales avec l'Afrique du Sud, à amener le Gouvernement sud-africain à s'engager sans retard dans la mise en œuvre du plan pour la Namibie.

M. Katapodis (Grèce), vice-président, prend la présidence.

140. Le débat actuel sur la question de Namibie reflète la préoccupation générale des pays du monde qui recherchent les moyens les plus efficaces de régler ce problème et d'éliminer une grave source de conflit en Afrique australe qui menace la paix et la sécurité internationales.

141. Plus que jamais, l'Organisation des Nations Unies doit répondre à ces préoccupations légitimes par des décisions de nature à renforcer l'action internationale en faveur de la réalisation rapide de l'indépendance nationale de la Namibie.

142. Nous sommes convaincus que le projet de résolution sur la situation résultant du refus de l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant la Namibie [A/35/L.59 et Add.1], dont la Roumanie s'est portée coauteur, répond à cette exigence d'une action immédiate et efficace de la

part de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et de tous les pays Membres.

143. Le Conseil de sécurité est appelé à agir d'une manière déterminée, à exercer pleinement les responsabilités qui lui reviennent, à adopter des mesures énergiques en vertu de la Charte, y compris sur la base du Chapitre VII, afin d'amener l'Afrique du Sud à se conformer aux décisions et résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale, d'éliminer l'opposition et les obstacles soulevés par le Gouvernement sud-africain au libre exercice des droits inaliénables du peuple namibien.

144. Il nous paraît bien évident que l'Assemblée générale, en vertu du rôle qui lui revient, doit rester saisie de ce problème dont l'importance exceptionnelle n'est plus à souligner et qu'en fonction de l'évolution future, elle devra se réunir afin d'examiner les mesures nécessaires pour accélérer le processus d'accession à l'indépendance du peuple namibien.

145. Solidaire de la juste cause du peuple de Namibie et consciente de la responsabilité directe des Nations Unies à l'égard de la Namibie, la délégation roumaine entend œuvrer par la suite, de concert avec les autres délégations, pour l'adoption des mesures fermes qu'exige la situation et qui répondent aux espoirs du peuple namibien, à ses aspirations à la liberté et à l'indépendance. Nous avons la conviction ferme que la solution du problème de la Namibie aurait une influence positive sur le climat politique international et encouragerait les efforts de règlement par la voie politique des négociations d'autres problèmes graves dont les Nations Unies, la communauté internationale dans son ensemble, sont saisies.

146. M. ANDERSON (Australie) [*interprétation de l'anglais*] : Lorsque nous avons convenu, à la fin de l'année dernière, de différer l'examen du point 27 de l'ordre du jour concernant la question de Namibie, mon gouvernement s'en est félicité. Nous considérons que cela reflétait l'engagement pris par la communauté internationale de veiller à ce qu'aucun prétexte ne puisse être invoqué par les parties participant à la réunion préalable à la mise en œuvre pour retarder un accord sur l'application, en 1981, des procédures établies dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

147. Au cours des trois années qui se sont écoulées depuis l'adoption de cette résolution, les travaux ont progressé avec une lenteur désespérante mais le Secrétaire général, dans son discours d'ouverture, à Genève, le 7 janvier, a déclaré : « qu'une très grande partie des questions faisait déjà l'objet d'un accord général ». [*S/14333, par. 5.*]

148. Il est donc d'autant plus déplorable que la réunion ait achoppé non pas sur des questions de fond ou même de détail, mais sur la prétention, par les membres de la délégation sud-africaine, qu'une date définitive pour la mise en œuvre ne pourrait être acceptée qu'après que les Nations Unies eurent donné la preuve de leur impartialité, au cours d'une période non spécifiée et à la satisfaction de l'Afrique du Sud. Alors que les questions techniques étaient réglées pour l'essentiel, et que les

autres parties avaient fait de nombreuses concessions pour répondre aux inquiétudes sud-africaines, on ne peut interpréter la réaction de l'Afrique du Sud que comme une manœuvre dilatoire.

149. Nous partageons l'opinion du Secrétaire général lorsque, dans le rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité le 19 janvier, il déclare que l'issue de la réunion doit susciter « la plus grave préoccupation internationale » [*ibid., par. 21*] et que le refus de l'Afrique du Sud affecterait non seulement l'avenir de la Namibie, mais « aussi celui de la région tout entière » [*ibid., par. 9*].

150. L'indépendance de la Namibie n'est plus qu'une question de temps. L'Afrique du Sud a donc le choix, même à ce moment tardif : participer au processus rapide et pacifique bénéficiant de l'appui de la communauté internationale ou s'obstiner dans ses tentatives pour faire échouer ce processus et se heurter à une opposition toujours plus grande, à la répression et à la violence, ce qui ne servirait les intérêts de personne, et surtout pas ceux de l'Afrique du Sud et des partis internes.

151. Ma délégation continue de croire qu'en dépit des déceptions récentes à Genève, les propositions avancées dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité constituent toujours le meilleur moyen d'aboutir à une solution pacifique, juste et durable. Nous ne pouvons accepter l'argument de l'Afrique du Sud selon lequel, à ce stade avancé du processus, il serait « prématuré » de mettre rapidement en œuvre les propositions. Tout retard supplémentaire ne peut que menacer le consensus réalisé auparavant et les engagements déjà pris et ajouter à la méfiance croissante à l'égard de l'attitude sud-africaine concernant une solution démocratique et internationalement acceptable.

152. Au cours de ce débat, on a parlé du rôle joué par le Secrétaire général et ses collaborateurs, ainsi que par le groupe de contact occidental. Je voudrais dire ici combien ma délégation apprécie les efforts dévoués du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint, de son représentant spécial et du Commandant désigné pour le GANUPT. Nous voudrions également féliciter le groupe de contact occidental qui a fait preuve de persévérance pour que subsistent les perspectives d'un règlement pacifique.

153. Comme le Secrétaire général l'a noté dans son rapport, toutes les parties, à Genève, pour la première fois se sont réunies autour de la même table et se sont parlé. Nous espérons que ces contacts contribueront à créer un sentiment de confiance dans l'intégrité des Nations Unies. Mais cela ne doit pas amener les partis internes à croire qu'avec l'appui de l'Afrique du Sud, ils pourront réussir à imposer une solution « interne » au mépris de la communauté internationale.

154. L'Australie a fait la preuve de son engagement envers la cause de la Namibie et continuera de faire de même dans l'avenir. Nous avons également offert de participer, par l'envoi de troupes, au GANUPT qui est envisagé. L'Australie est également membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et continuera de travailler activement pour mettre en œuvre les différents programmes destinés à promouvoir la cause de l'indé-

pendance de la Namibie et accroître le bien-être des Namibiens qui ont été obligés de fuir leur patrie. En outre, nous persévérons dans nos efforts pour aboutir à un règlement pacifique en Namibie. Nous demandons instamment à toutes les parties au conflit de s'engager à nouveau dans la recherche de la paix. Car, sans un tel engagement, tout ce qui a été acquis par un travail si minutieux pourrait être perdu.

155. Cette nouvelle année a commencé avec un sentiment d'optimisme prudent; on espérait que des progrès allaient être réalisés. Il est regrettable que ces espoirs aient été frustrés si rapidement et aient fait place à la déception que nous ressentons aujourd'hui. Nous appuyons vigoureusement l'appel du Secrétaire général tendant à ce que l'Afrique du Sud revoie de toute urgence sa position en ce qui concerne la mise en œuvre de la résolution 435 (1978), car, comme l'ont déclaré beaucoup d'autres orateurs, le temps presse.

156. M. FLORIN (République démocratique allemande) [*interprétation du russe*] : Il y a quelques semaines, au cours de la trente-cinquième session, la communauté internationale a marqué le vingtième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Nombre des délégués ici présents représentent des Etats qui ont acquis l'indépendance au cours de ces 20 dernières années. C'est toutefois avec une profonde préoccupation que nous voyons que le peuple de Namibie continue d'être privé de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. La question de Namibie, dont doit s'occuper l'Assemblée générale cette année aussi, est bien connue de tous. Il s'agit du refus à tout un peuple du droit à la liberté, à l'autodétermination et à l'indépendance nationale; il s'agit du rejet constant des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité; il s'agit d'un défi lancé à la communauté internationale.

157. Le régime raciste de Pretoria, qui constitue en soi un anachronisme, occupe illégalement depuis des dizaines d'années le Territoire de la Namibie, opprime sa population, pille les ressources naturelles de ce pays et utilise son territoire comme place d'armes pour ses agressions contre les Etats africains voisins.

158. Le peuple et le Gouvernement de la République démocratique allemande condamnent énergiquement la politique d'occupation et d'agression de l'Afrique du Sud. Les résolutions 2145 (XXI) et 3111 (XXVIII) de l'Assemblée générale ainsi que les résolutions 385 (1976), 432 (1978) et 435 (1978) du Conseil de sécurité représentent des décisions bien nettes et contraignantes des Nations Unies à l'égard de la Namibie.

159. Comment la situation se présente-t-elle donc aujourd'hui quant à la mise en œuvre de ces résolutions ? Chacun peut voir que, depuis l'adoption de la résolution 435 (1978), il y a déjà plus de deux ans, la réalisation du droit du peuple namibien à l'autodétermination n'a pas avancé d'un pas. L'échec des négociations de Genève, en janvier dernier, ne fait que confirmer notre position. Malgré l'attitude constructive de la SWAPO qui, dans l'intérêt d'un règlement rapide du problème de Namibie, a fait des concessions considéra-

bles, l'Afrique du Sud a déclaré à Genève, avec une sincérité cynique, qu'elle n'avait aucunement l'intention de mettre en œuvre la résolution 435 (1978). Les renseignements relatifs à ce sujet se trouvent dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date du 19 janvier 1981.

160. L'attitude néfaste de l'Afrique du Sud a été confirmée dans la lettre envoyée par le Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, M. Botha, au Secrétaire général, le 28 janvier 1981⁵. Pretoria ne dissimule pas que le régime raciste voulait simplement utiliser Genève pour présenter à la communauté internationale les hommes politiques fantoches qu'il soutient. Qui sont-ils donc, ces représentants de ce que l'on appelle « les partis internes » ? Ces fantoches choisis par l'Afrique du Sud selon les principes du racisme et du tribalisme offrent constamment leur dévouement servile au régime raciste. Parmi eux, il y a de nombreuses personnes qui continuent de s'incliner devant le fascisme hitlérien et qui se déclarent publiquement partisans de ce système criminel. Le *New York Times* nous a informés, le 29 décembre 1980, que Dirk Mudge, le représentant de la prétendue Alliance démocratique de Turnhalle et du prétendu Conseil des Ministres de Windhoek, avait tout récemment encore demandé ouvertement l'incorporation directe de la Namibie à l'Afrique du Sud.

161. En fait, à Genève, le tableau a pratiquement pris une valeur symbolique : dans la délégation sud-africaine, pour être bien en vue, les fantoches s'étaient mis au premier rang alors que, derrière eux, se tenaient leurs maîtres et seigneurs sud-africains qui tiraient sur leurs ficelles. Il y avait là un parallèle tout à fait évident avec le Zimbabwe où, il y a plus d'un an, Muzorewa, au prétendu poste de premier ministre du Gouvernement du Zimbabwe, jouait un rôle de fantoche. Mais l'histoire l'a écarté malgré des cercles influents dans les Etats impérialistes qui, par flatterie, le disaient chef légitime et démocratiquement élu du Zimbabwe et le soutenaient. Quant aux fantoches sud-africains en Namibie, ils ont aussi leur place dans le tas de débris de l'histoire.

162. A propos de la farce des élections auxquelles l'Afrique du Sud voulait donner un aspect de légalité avec ses fantoches en Namibie, le Conseil de sécurité déclare, au paragraphe 3 de sa résolution 439 (1978), « que ces élections et leurs résultats sont nuls et non avendus et qu'aucune reconnaissance ne sera accordée par l'Organisation des Nations Unies ou par aucun Etat Membre à aucun représentant ou organe établi par ce processus ».

163. Dans la Déclaration de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à New Delhi, on lit ce qui suit :

« Les Ministres ont énergiquement condamné le régime raciste d'Afrique du Sud et son refus obstiné de se retirer de Namibie, et en particulier son sabotage délibéré de la réunion organisée à Genève pour mettre en œuvre le plan des Nations Unies relatif à l'indépen-

⁵ Document officiels du Conseil de sécurité, trente-sixième année, Supplément de janvier, février et mars 1981, document S/14346.

dance de la Namibie, et ont déclaré que ce refus constitue une menace pour la paix⁶. »

Il est vraiment temps de mettre fin à la politique de concession et d'apaisement vis-à-vis de l'agresseur raciste. L'histoire montre — et les Nations Unies elles-mêmes doivent leur existence à cette expérience — que ce genre de politique ne fait qu'encourager l'agresseur à réclamer davantage encore et à commettre de nouveaux actes d'agression.

164. Les attaques cruelles contre l'Angola et le Mozambique et les actes de subversion contre la Zambie et le Zimbabwe au cours de ces derniers mois sont un sérieux signal d'alarme.

165. Tout comme nous l'avons fait par le passé, nous devons une fois de plus poser ici une question. Comment un gouvernement tel que le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud peut-il continuer à ignorer les décisions de cette organisation internationale, à mépriser le droit international, à terroriser impunément le peuple de l'Afrique du Sud et celui de la Namibie illégalement occupée, et continuer à menacer les Etats voisins et même à commettre des actes d'agression contre eux ?

166. La réponse est bien connue et cela doit être parfaitement clair : la coopération avec le régime raciste d'*apartheid*, son soutien par des moyens politiques, économiques et militaires de la part des principaux pays occidentaux constituent l'obstacle principal à la solution rapide et fondamentale du problème de la Namibie. Les événements de ces derniers temps ont montré avec une netteté toute particulière que les racistes africains considèrent que, grâce à cette aide, ils peuvent tranquillement poursuivre leur politique de terreur à l'intérieur du pays et leur politique d'agression en dehors de celui-ci.

167. A propos de l'échec des récentes conversations de Genève, le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique a constaté, dans sa résolution sur la Namibie adoptée lors de sa réunion d'Arusha en janvier 1981 :

« L'initiative pour un règlement négocié de la situation en Namibie a malheureusement échoué en raison de leurs intérêts établis en Afrique australe, ce qui explique clairement l'impuissance apparente des cinq pays occidentaux à la réunion préalable à la mise en œuvre, tenue à Genève⁶. »

168. Aujourd'hui, les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne occupent, avec l'Afrique du Sud, les trois premières places parmi les Etats qui retirent de la Namibie des bénéfices extraordinaires qui se chiffrent en millions de dollars.

169. Pour ce qui est des intérêts de la République fédérale d'Allemagne, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 22 octobre 1980 écrivait dans ses colonnes :

« Les intérêts de la République fédérale en Afrique du Sud ont de nombreuses facettes. Tout d'abord, il y a les droits de près de 30 000 Allemands qui vivent en Namibie. Ensuite, il y a les intérêts économiques car la Namibie est riche en diamants et en uranium. Et, enfin, il y a les intérêts de la sécurité. »

170. En raison de ces intérêts, il n'est pas étonnant que les alliés que l'Afrique du Sud compte au sein de l'OTAN n'aient pas encore pris de mesures pour faire pression sur le régime d'*apartheid*, ce qui est indispensable si l'on veut vraiment régler le problème de la Namibie et réaliser l'indépendance du Territoire. D'autre part, les milieux impérialistes de certains pays membres de l'OTAN font encore obstacle à la prise de mesures décisives par les Nations Unies.

171. On comprend pourquoi les Etats africains ont souligné, dans le document final qu'ils ont publié à l'issue de la récente session du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba, « l'apparente mauvaise volonté et l'attitude mitigée du groupe de contact des pays occidentaux pour exercer une pression concertée sur le régime raciste de Pretoria afin de l'amener à coopérer avec le Secrétaire général dans l'application du plan des Nations Unies pour la décolonisation de la Namibie⁶ » [A/35/794-S/14390].

172. La délégation de la République démocratique allemande se prononce pour une solution rapide et juste du problème de la Namibie. Une telle solution ne pourrait être trouvée que si l'on forçait Pretoria à mettre fin à son occupation illégale, et si ses alliés, eux, mettaient un terme au soutien et aux encouragements qu'ils fournissent à l'agresseur.

173. La délégation de la République démocratique allemande réclame énergiquement l'adoption de mesures importantes et effectives de coercition contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, y compris l'embargo sur le pétrole et le renforcement de celui sur les armes. Nous continuerons à coopérer à l'adoption d'une décision dans ce sens au Conseil de sécurité, comme l'a demandé la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés.

174. La véritable indépendance de la Namibie dans le cadre de son intégrité territoriale, y compris Walvis Bay, et l'exercice par son peuple de son droit à l'autodétermination ne peuvent être réalisés qu'avec la participation pleine et entière de la SWAPO qui est le seul représentant légitime du peuple namibien. La participation de la SWAPO à la réunion de Genève, qui a mis en lumière son sens des responsabilités et ses qualités de dirigeant, a montré une fois de plus à la communauté internationale où se trouvaient les vrais représentants des intérêts de la Namibie. La République démocratique allemande continuera à fournir son appui sans réserve à la SWAPO.

175. M. SULONG (Malaisie) [*interprétation de l'anglais*] : La question de Namibie est inscrite à l'ordre du jour des Nations Unies depuis des années et rien n'indique qu'une solution définitive soit en vue. Nous avons dit à plusieurs reprises, à l'occasion des sessions successives de l'Assemblée, à quel point cette situation nous préoccupait. Aujourd'hui, 14 ans après que son mandat sur la Namibie a été transféré aux Nations Unies, l'Afrique du Sud continue d'assumer le contrôle de ce pays. Le régime raciste de l'Afrique du Sud n'a cessé de recourir à la tromperie et aux manœuvres d'obstruction pour priver le peuple de la Namibie de son droit fondamental à l'autodétermination et à l'indépendance au moyen

⁶ Cité en anglais par l'orateur.

d'élections libres et justes sous le contrôle des Nations Unies. Le régime a même exploité de façon patente les riches ressources de la Namibie et, ce faisant, a privé le peuple namibien de son droit inhérent à la richesse de son sol.

176. Tout tend à démontrer que ce régime impitoyable et sans scrupules a systématiquement recouru à tous les moyens possibles pour saboter le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. Il a manœuvré pour créer une structure administrative qui protège ses propres intérêts politiques et économiques et dont l'intention apparente est de déclarer unilatéralement l'indépendance du Territoire. Ces motifs perfides trouvent leur illustration dans la création de ce que l'on appelle l'Assemblée nationale, au large pouvoir législatif, et du prétendu Conseil des ministres qui, lui, jouit d'un large pouvoir exécutif.

177. Le régime a également intensifié sa puissance militaire et ses actes éhontés d'agression et d'interventions perpétrés contre les pays africains voisins et contre d'autres opposants politiques. Nous savons qu'il a pour objectif d'éliminer les bases de la SWAPO, mais ces actes de répression ont également pour but de créer le chaos et l'instabilité afin de détourner l'attention mondiale de son occupation illégale de la Namibie. Les efforts soutenus de l'Afrique du Sud en vue de développer sa capacité de production d'armes nucléaires sont la preuve de son attitude belligérante. Tous ces agissements font peser une grave menace sur la paix et la sécurité régionales et internationales.

178. Les Nations Unies et les organes intéressés ont déployé des efforts qui se sont heurtés aux mensonges, aux défis et au mépris absolu de l'Afrique du Sud. Recourant à de nouvelles objections et à de nouvelles diversions, le régime a cherché à empêcher l'envoi de troupes du GANUPT en Namibie et l'application du plan pour l'indépendance du Territoire.

179. Que peuvent donc faire les Nations Unies face à ce défi et à cette intransigeance ? Nous savons que seule une action concertée de la communauté internationale pourrait tenir en échec la politique obstinée de l'Afrique du Sud. Nous savons qu'il ne faut pas permettre que les récents efforts de la communauté internationale deviennent aussi inefficaces et futiles que ceux faits dans le passé.

180. Nous avons entendu à Alger, en juin dernier, la proposition du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, selon laquelle le Conseil de sécurité devrait imposer d'urgence des sanctions obligatoires et globales contre l'Afrique du Sud, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. La même recommandation a été faite par la Conférence internationale de solidarité avec le peuple namibien en lutte, qui s'est tenue à Paris en septembre dernier. Etant donné l'attitude obstructive et intransigeante dont a fait montre l'Afrique du Sud à la réunion de Genève, ces sanctions revêtent immédiatement un caractère pertinent. Lorsque l'Afrique du Sud et la SWAPO ont convenu de participer en janvier de cette année à une réunion préalable à la mise en œuvre, nous avons espéré que cette rencontre permettrait au moins de réaliser des progrès. Cependant, malgré les

efforts laborieux des Nations Unies et d'autres parties, tendant à rendre cette réunion possible, l'Afrique du Sud, recourant à une série de manœuvres, de tromperies et de tactiques dilatoires, a déclaré que l'exécution du plan des Nations Unies était prématurée et que davantage de temps était nécessaire pour créer un climat de confiance concernant l'impartialité des Nations Unies lors de la supervision d'élections en Namibie. Nous n'avons nullement été convaincus par les arguments de l'Afrique du Sud. Il est évident que la délégation sud-africaine n'est venue à Genève que pour gagner du temps et non pas pour conclure un accord. L'attitude déplorable de l'Afrique du Sud ne fait que prouver une fois de plus le caractère délibéré de ses tactiques de diversion qui ont de graves conséquences dans les domaines de la sécurité et de la politique.

181. S'agissant des entretiens de Genève, ma délégation tient à féliciter la SWAPO pour le courage, la patience, l'esprit de compromis et l'attitude constructive dont elle a fait preuve face aux agissements provocateurs et irresponsables de l'Afrique du Sud. Nous remercions également le Secrétaire général, l'OUA, les Etats de première ligne et le groupe de contact pour les efforts inlassables qu'ils ont faits pour rendre cette réunion possible.

182. Nous sommes d'avis que, tant que le plan des Nations Unies ne sera pas exécuté, nous ne pourrons qu'être convaincus que l'Afrique du Sud ne désire absolument pas voir la Namibie accéder à la liberté et à l'indépendance. Bien au contraire, elle tient à perpétuer son contrôle sur le territoire et à préserver le *statu quo*.

183. L'échec de la réunion de Genève a créé un précédent dangereux : il ne fera qu'encourager le régime sud-africain à créer de nouvelles diversions et à perpétuer ses agissements irresponsables et son intransigeance. Il est maintenant impératif que les Nations Unies envisagent d'imposer contre le régime des sanctions rigoureuses et efficaces, conformément à la Charte des Nations Unies, notamment un embargo complet sur le pétrole. Le Gouvernement sud-africain doit être amené à comprendre qu'il ne peut plus recourir à des tactiques de diversion et à des actes flagrants de défi. Mon gouvernement voudrait répéter qu'il est prêt à appuyer toutes les mesures, notamment les sanctions à imposer au titre de la Charte des Nations Unies.

184. Il est bien connu que la Malaisie appuie depuis longtemps la cause du peuple namibien, mais ma délégation souhaite réaffirmer une fois de plus que nous continuons d'appuyer le peuple namibien qui, sous la direction de la SWAPO — son seul représentant authentique — mène une lutte juste pour accéder à la liberté, à l'autodétermination et à l'indépendance dans une Namibie unie. Nous voulons également redire que nous sommes fermement convaincus que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité devrait demeurer la base d'une mise en œuvre pacifique du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. Nous demandons une fois de plus à l'Afrique du Sud d'entendre l'appel de la communauté internationale pour qu'une solution juste et durable soit trouvée au problème namibien, conformément aux décisions pertinentes des Nations Unies.

185. M. ELARABY (Egypte) [*interprétation de l'arabe*] : Bien que plus de 35 années se soient écoulées depuis la création des Nations Unies, qui ont ouvert de nouvelles perspectives à la légitimité et aux principes de justice et d'autodétermination des peuples, bien que l'Assemblée générale ait adopté, en 1960, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) et bien que nous ayons célébré dernièrement le vingtième anniversaire de l'adoption de cette déclaration, l'Afrique du Sud occupe toujours la Namibie, défiant ainsi l'opinion unanime de la communauté internationale et les résolutions des Nations Unies. En conséquence, les aspirations du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance n'ont pu se réaliser jusqu'à présent.

186. L'occupation par l'Afrique du Sud de la Namibie est illégale et il convient d'y mettre fin immédiatement. De même, toutes les mesures adoptées par l'Afrique du Sud pour imposer unilatéralement un règlement au peuple namibien constituent une violation flagrante de toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que des principes du droit international. Ces mesures sont donc nulles et non avenues et elles ne font qu'aggraver la tension, faisant peser une menace sur la paix et la sécurité en Afrique du Sud et dans le monde entier.

187. Le Conseil de sécurité a adopté à une forte majorité une résolution en vue de prendre des mesures transitoires pour parvenir à une indépendance réelle en Namibie. Les cinq pays occidentaux ont offert leurs bons offices pour mettre en œuvre cette résolution. La SWAPO a fait preuve de souplesse lorsqu'elle a négocié avec ces pays. On est parvenu à établir le plan des Nations Unies en vue de l'indépendance de la Namibie. Ce plan a été adopté par le Conseil de sécurité dans sa résolution 435 (1978).

188. Si sous passons en revue ce qui a été fait pour la mise en œuvre du plan de règlement nous voyons que l'une des parties — à savoir la SWAPO — affirme toujours qu'elle est sincèrement prête à mettre ce plan à exécution et qu'elle est favorable à une solution pacifique du problème de Namibie. Le Secrétaire général a apprécié la coopération des dirigeants de la SWAPO à cet égard. De même, les pays de première ligne ont exprimé leur désir sincère et réel de mettre en œuvre le plan de règlement d'une manière effective. Ils se sont mis d'accord sur la création de zones démilitarisées.

189. Pour ce qui concerne l'autre partie, nous voyons une situation contraire. L'Afrique du Sud essaie de dresser des obstacles à ce règlement et poursuit son occupation illégale de la Namibie. Elle a aussi recours à de nombreuses manœuvres et prétend qu'elle veut négocier avec les Nations Unies pour mettre en œuvre le plan de règlement. Ces manœuvres sont les suivantes : créer des structures administratives en Namibie, dirigées par les agents de l'Afrique du Sud; créer ce que l'on appellerait un conseil des ministres pour diriger cette région; établir des règles en vue du service militaire obligatoire pour les jeunes Namibiens; organiser des élections unilatérales pour réaliser ce que l'on appelle le règlement intérieur. Ce sont quelques exemples qui sont la preuve

flagrante que le régime raciste ne mettra pas en œuvre le plan de règlement pacifique.

190. Ce qui s'est passé à la réunion de Genève dissipe tout malentendu sur les objectifs réels de l'Afrique du Sud.

191. Nous avons souvent souligné que le régime raciste en Afrique du Sud n'entendra raison que si on lui impose des sanctions sévères qui l'obligent à se soumettre à la volonté internationale. Malgré cela, les pays africains ont accepté, de même que la SWAPO, de répondre à l'appel du Secrétaire général qui demandait qu'une conférence ait lieu avant la mise en œuvre du plan; ces pays ne veulent laisser passer aucune occasion de résoudre le problème humanitaire et de mettre fin aux souffrances du peuple namibien victime d'une occupation raciste et barbare. Nous avons espéré que, au cours de la réunion de Genève, nous pourrions aboutir à un accord afin de commencer à mettre à exécution le plan de règlement et que le régime raciste accepterait au moins de discuter les arguments avancés par certains pays qui voulaient éviter son isolement forcé.

192. Ce qui s'est passé à Genève peut être considéré comme un autre maillon dans la chaîne de manœuvres du régime raciste pour ne pas mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies et pour défier la volonté internationale. Bien que le chef de la SWAPO, dans sa sagesse politique, ait déclaré au début de la réunion que son organisation était prête à signer un accord de cessez-le-feu et à coopérer avec le GANUPT, l'Afrique du Sud et ceux qui coopèrent avec elle ont fait part de leur méfiance quant à la neutralité des Nations Unies, prétendant que le temps n'était pas venu pour signer un accord de cessez-le-feu.

193. La délégation de l'Egypte voudrait souligner ici notre confiance dans la neutralité des Nations Unies; nous voulons rendre hommage aux efforts du Secrétaire général et de ses collaborateurs, et plus particulièrement à ceux du représentant du Secrétaire général qui a présidé la réunion de Genève.

194. Le plan de règlement a été accepté par la communauté internationale et les cinq pays occidentaux ont coopéré à sa rédaction. Cependant, le régime raciste, en raison de son attitude négative à Genève, a placé ces cinq pays dans une situation embarrassante. Ils ont compris que l'Afrique du Sud ne désirait pas adopter un plan de règlement pacifique. C'est pourquoi ces pays doivent maintenant repenser leur position de soutien au régime raciste, d'autant plus que les chefs de la SWAPO, dans leur sagesse politique, ont appuyé une solution pacifique.

195. Voilà ce qu'a montré le Secrétaire général dans son rapport du 19 janvier au Conseil de sécurité. Il est clair maintenant, après l'échec de la réunion de Genève, qu'il n'y a pas d'autres possibilités pour la SWAPO que d'intensifier sa lutte pour libérer la Namibie. C'est ce que les chefs des pays de première ligne ont mis en évidence au cours de la réunion du 17 février dernier.

196. La situation en Afrique australe est très critique; elle menace d'aboutir à une explosion sanglante qui mettrait en danger la paix et la sécurité internationales.

Compte tenu de ce que je viens de dire, la délégation égyptienne estime qu'il est nécessaire, premièrement, que le Conseil de sécurité se réunisse immédiatement. A cet égard, nous lançons un appel aux pays occidentaux, membres permanents du Conseil de sécurité, pour qu'ils assument leur responsabilité et qu'ils répondent au vœu de la communauté internationale sans créer d'obstacles à l'imposition de sanctions obligatoires au régime raciste sud-africain, conformément au Chapitre VII de la Charte. Si le Conseil est dans l'impossibilité d'adopter une résolution pour imposer ces sanctions, la délégation de l'Égypte serait d'accord pour convoquer une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée pour aboutir à une solution. Deuxièmement, il faudrait condamner le régime colonialiste et raciste en Afrique du Sud. Troisièmement, il est nécessaire que la Namibie accède rapidement à l'indépendance et que son intégrité territoriale et nationale soit respectée. Quatrièmement, il faut augmenter notre soutien à la SWAPO, seul représentant légitime du peuple namibien. Cinquièmement, il faut poursuivre notre coopération avec les pays de première ligne que l'Afrique du Sud a obligés à payer un prix élevé pour la défense de la liberté et de l'indépendance nationale dans la région. Sixièmement, il faut réaffirmer la nécessité de s'engager à respecter le décret n° 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie, promulgué par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie en 1974, qui stipule que les ressources naturelles de la Namibie constituent le patrimoine national du peuple namibien et que son droit sur ces ressources ne doit pas être violé. Il faut condamner toutes les violations de ce décret, à savoir l'exploitation illégale des ressources du Territoire de la Namibie et des ressources marines de ses eaux territoriales.

197. A cet égard, la délégation égyptienne voudrait se référer aux résultats des réunions du Comité des auditions sur l'uranium namibien, au cours desquelles ont été découvertes de nombreuses violations des richesses de la Namibie en uranium que le régime raciste d'Afrique du Sud, en collaboration avec de nombreuses sociétés multinationales et certains pays, a essayé d'exploiter à son profit. Ces violations des ressources et des richesses nationales de la Namibie ont atteint des proportions dangereuses. A ce sujet, ma délégation voudrait rendre hommage aux efforts déployés par M. Lusaka, de la Zambie, qui s'est attaché à mobiliser l'opinion publique internationale sur cette question.

198. Du haut de cette tribune, nous lançons un appel sincère aux pays occidentaux et nous leur disons très clairement qu'il n'est pas dans leur intérêt de perdre l'amitié de l'Afrique tout entière. Il n'est pas dans leur intérêt de coopérer avec un régime raciste qui a été condamné par la communauté internationale dans le but de sauvegarder des intérêts partiels. Le régime de l'Afrique du Sud, qui répand le terrorisme et l'oppression dans la région, doit faire face à ses responsabilités et reconnaître qu'il a laissé passer l'occasion de réaliser la paix, la justice et la sécurité en Namibie.

199. M. BALETA (Albanie) : L'Assemblée générale reprend ses travaux à un moment où le temps et la situation incitent plus que jamais à redoubler de vigilance et

d'efforts pour mettre en échec les tentatives et les manœuvres qui ont pour but de saper la solution du problème de la Namibie et d'empêcher le peuple namibien d'accéder à l'indépendance nationale.

200. Les événements qui ont eu lieu depuis le dernier débat sur la Namibie, et, en particulier, les événements qui se sont produits après la décision de ne pas discuter le problème namibien au cours de la période régulière de la trente-cinquième session nous ont fourni de nouvelles preuves des intentions véritables des ennemis du peuple namibien de perpétuer la domination coloniale en Namibie.

201. La décolonisation de la Namibie et l'accession de ce pays à l'indépendance nationale sont depuis longtemps une aspiration légitime et une demande juste du peuple namibien et de ses peuples frères africains, qui bénéficient du soutien et de la sympathie de tous les peuples et de l'opinion publique progressiste dans le monde. Mais la réalisation de cette aspiration se heurte encore à de nombreux obstacles de la part de la clique raciste de l'Afrique du Sud et des puissances impérialistes qui la soutiennent.

202. Le peuple namibien, durement éprouvé sous la longue domination coloniale, vit encore dans une situation intolérable. Il continue de subir les souffrances et les malheurs de l'oppression criminelle et de la politique d'*apartheid* que pratique le régime de l'Afrique du Sud.

203. La situation de fait en Namibie est très claire depuis longtemps. Le problème de la Namibie et la voie vers son règlement sont très bien connus ici aux Nations Unies et en dehors de cette instance. Les causes et les facteurs qui empêchent le peuple namibien de recouvrer pleinement ses droits nationaux légitimes ne sont pas, non plus, méconnus. Les renseignements contenus dans les documents soumis à l'Assemblée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie ainsi que les faits rapportés et les preuves fournies par le représentant de la SWAPO et les représentants des pays démocratiques et progressistes qui nous ont précédés à cette tribune témoignent encore une fois, de façon éloquente, de la situation grave qui persiste en Namibie et de la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec cette situation.

204. De l'avis de notre délégation, pour que cette reprise de la trente-cinquième session soit utile, il importe avant tout de concentrer notre analyse et notre attention sur le fond du problème et sur les obstacles qui entravent sa solution. Cela est nécessaire si l'on désire que notre organisation puisse agir avec plus de détermination pour assumer ses responsabilités. Il incombe à notre organisation de mieux s'acquitter de ses devoirs envers le peuple namibien, en soutenant de manière plus concrète sa cause et, en particulier, en soutenant sa lutte armée de libération nationale face aux manœuvres et aux intrigues de ses ennemis.

205. Le peuple namibien a mené, sous la direction de la SWAPO, une lutte dure de libération, et a consenti de grands sacrifices pour sa liberté. Dans cette lutte, il a su obtenir des victoires importantes et défendre sa cause; il a su tenir en échec ses ennemis. Mais le peuple namibien se doit encore de faire face aux activités agressives des

fascistes de l'Afrique du Sud, aux complots et aux intrigues que les puissances impérialistes trament pour empêcher le règlement juste et définitif de la question de Namibie.

206. Les événements les plus récents prouvent encore une fois à l'évidence que le régime de l'Afrique du Sud n'a jamais eu et n'a pas la moindre intention de renoncer, de son propre gré, à sa domination coloniale en Namibie. A l'heure actuelle, il ne songe qu'à intensifier ses agissements agressifs, la terreur et les crimes en vue d'étouffer la lutte armée de libération du peuple namibien. Ce régime non seulement continue de fouler aux pieds les droits souverains du peuple namibien, mais défie en même temps, avec une arrogance accrue, tous les peuples et l'opinion mondiale qui ne cessent de le condamner. Le mépris des racistes pour les décisions des Nations Unies sur la Namibie a toujours été révoltant. Cela s'est manifesté encore au début de ce débat quand leurs représentants ont tenté de siéger illégalement dans cette salle.

207. Il n'est plus à démontrer que le régime raciste de l'Afrique du Sud n'oserait s'obstiner dans sa politique coloniale en Namibie s'il ne se sentait pas fort de l'appui politique, économique, militaire et diplomatique constant des puissances impérialistes et, en premier lieu, de l'impérialisme américain. Ce sont ces puissances qui ont tout mis en œuvre pour aider le régime raciste de l'Afrique du Sud à maintenir sa domination coloniale en Namibie afin de protéger, par son intermédiaire, leurs intérêts néocolonialistes dans ce pays, en Afrique australe en général, et de menacer les autres pays du continent. C'est pour de telles raisons que les puissances impérialistes cherchent par tous les moyens à retarder et à saboter l'instauration de la liberté et de la souveraineté nationale du peuple namibien.

208. Au cours des dernières années, les impérialistes américains et autres, pour mieux aider les racistes de l'Afrique du Sud, ont souvent fait semblant d'œuvrer à la recherche de solutions dites politiques ou négociées qui seraient prétendument favorables à tout le monde et acceptables pour tous. Ils ont fait beaucoup de publicité au plan avancé par cinq puissances occidentales, le qualifiant de meilleur moyen susceptible de conduire à une solution de la question de Namibie. Toutes les manœuvres entreprises par les puissances impérialistes ont eu pour objectif de tromper le peuple namibien, les peuples africains et l'opinion publique, et de faire en sorte qu'il y ait moins de réactions dans le monde contre la présence du régime raciste de l'Afrique du Sud et des intérêts impérialistes en Namibie. Ces manœuvres ont surtout visé à ébranler la volonté de combat et à briser l'unité nationale du peuple namibien, à étouffer sa lutte armée de libération nationale et à détruire la SWAPO, l'organisateur et le dirigeant de cette lutte.

209. A la lumière des faits passés et présents, on peut voir aujourd'hui mieux que jamais comment et combien les racistes de l'Afrique du Sud ont profité et continuent de profiter, à leurs propres fins, des situations compliquées et dangereuses que créent en Afrique et dans le monde entier la politique agressive et la rivalité acharnée auxquelles se livrent les deux superpuissances impérialis-

tes, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, en vue de dominer le monde et de se partager les zones d'influence.

210. Les racistes de l'Afrique du Sud se sentent bien à l'aise quand les peuples africains se trouvent confrontés à des situations difficiles provoquées dans leur continent par l'ingérence des superpuissances impérialistes. L'intransigeance et l'arrogance du régime de l'Afrique du Sud au sujet du règlement du problème de la Namibie deviennent plus claires et plus nettes à un moment où la situation grave et tendue qui persiste dans le monde est marquée par de nouvelles complications graves et sérieuses. Les dangers menaçant les peuples deviennent plus nombreux par suite de l'intensification des menées agressives et des visées hégémoniques dans diverses parties du monde des impérialistes américains, des socio-impérialistes soviétiques et des socio-impérialistes chinois. Cette situation encourage énormément la politique agressive et raciste de l'Afrique du Sud et de tous les régimes réactionnaires. Les racistes de l'Afrique du Sud se frottent les mains quand d'autres peuples ou pays tombent victimes ou sont menacés de l'intervention et de la domination impérialiste ou social-impérialiste. Ils comptent sur l'apparition de nouvelles crises et sur le déclenchement de nouveaux conflits dans le monde, par les superpuissances, pour voir ainsi leurs propres desseins se réaliser. Ils espèrent que pareil développement empêchera les peuples, surtout les peuples africains, de renforcer leur soutien et leur solidarité envers la lutte du peuple namibien.

211. Le peuple namibien sait déjà, par sa propre expérience et celle de nombreux autres peuples, que la liberté et l'indépendance nationale ne s'offrent pas en don. Pour obtenir ses droits nationaux, il n'a pas hésité à faire un choix juste, à s'engager l'arme à la main dans la lutte de libération nationale contre ses oppresseurs étrangers, racistes et impérialistes. Le peuple albanais et son gouvernement ont toujours soutenu fermement la juste cause du peuple namibien et sa lutte armée de libération nationale, menée sous la conduite de son dirigeant, la SWAPO. Nous demeurons fermement convaincus que rien ne peut obliger le peuple namibien à renoncer à son désir ardent et à ses aspirations de vivre libre et indépendant. Aux prises avec ses ennemis féroces et rusés, le peuple namibien a déjà démontré que rien ne peut fléchir sa volonté de combattre.

212. Comme la SWAPO vient de porter à la connaissance de cette assemblée, par la voix de ses représentants, les agissements agressifs et les manœuvres perfides des racistes de l'Afrique du Sud et des impérialistes pour étouffer les aspirations légitimes du peuple namibien et pour l'écarter de la voie de la lutte pour ses droits nationaux n'ont fait rien d'autre que de rendre le peuple namibien encore plus conscient de l'importance et de la nécessité de poursuivre, avec plus de vigueur, sa lutte armée révolutionnaire contre la domination et l'oppression étrangères. C'est justement cette lutte, menée jusqu'au bout, qui mènera à coup sûr le peuple namibien à la victoire finale, à l'indépendance nationale de son pays.

La séance est levée à 18 h 35.